



Analyse d'un conflit inter étatique : La guerre Ethiopie - Erythrée de 1998/2000

ou comment une sécession déloyale (ou de
circonstance) dérive en déchirement fratricide.

Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Pascal MOQUET
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'Afrique noire »

Sous la direction de : Monsieur Pascal CHAIGNEAU
Administrateur général du C.E.D.S.
Professeur à l'Université Paris V
Professeur à HEC
Avocat international

Avril 2002

Fiche documentaire

1 Analyse d'un conflit inter étatique : La guerre Ethiopie - Erythrée de 1998/2000 ou comment une sécession déloyale (ou de circonstance) dérive en déchirement fratricide.

2 EmoquetP0804

3 Chef de bataillon Moquet Pascal, armée de terre, France

4 8 avril 2002

5 Division C, groupe C2

6 Version définitive

7 La guerre Erythrée-Ethiopie est née de la confrontation de l'Ethiopie, qui veut affirmer sa puissance, et de l'Erythrée, qui veut affirmer son indépendance. Après des succès initiaux sur la frontière, les Erythréens ont été brisés par une armée éthiopienne qui s'est reconstruite résolument. Cette guerre est maintenant terminée, en théorie du moins. En effet, aucun des facteurs qui l'ont déclenchée n'a disparu, les protagonistes sont toujours au pouvoir et l'équilibre régional est encore instable. L'Ethiopie est confirmée comme puissance régionale incontournable, mais c'est une entité en sursis, qui a fait beaucoup de concessions à ses minorités ethniques, dans un environnement régional et musulman qui lui est fortement hostile. Les Etats-Unis ont compris que la seule chance de sauver l'Ethiopie et par-là l'équilibre de la région, est d'y établir au plus tôt une économie prospère, qui calme les revendications indépendantistes fondées sur l'inégalité économique et l'opportunisme de leaders régionaux.

Mots clés : Corne de l'Afrique, Erythrée, Ethiopie, Islam, guerre, économie.

Sommaire

1^{ère} Partie :

Comment deux Etats cousins en sont arrivés au conflit armé

Construction artificielle d'un nouvel Etat

Mussolini à l'origine des revendications territoriales érythréennes en Ethiopie

Un engrenage meurtrier dans la corne de l'Afrique

2^{ème} Partie :

Une guerre inutile

Conflit frontalier inter-étatique entre cousins

Conflit économique inter-provinces entre frères

Une évolution économique et sociale tangible

3^{ème} Partie :

L'Ethiopie en sursis

Place réciproque des deux Etats en tant que puissance

Des perspectives politico-économiques contrastées

La manœuvre islamique sous-jacente

Glossaire

| | |
|------------------------|--|
| AFD : | Agence Française pour le Développement |
| AFP : | Agence France Presse |
| CEI : | Communauté des Etats Indépendants |
| CIJ / ICJ : | Cour Internationale de Justice / International Court of Justice |
| ERREC : | Eritrean Relief and Refugee Commission |
| ELM : | Eritrean Liberation Movement |
| FMI : | Fond Monétaire International |
| FLE / ELF : | Front de Libération de l'Erythrée / Eritrean Liberation Front |
| FLO / OLF : | Front de Libération d'Oromo / Oromo Liberation Front |
| FPDJ : | Front Populaire pour la Démocratie et la Justice |
| FPL / PLF : | Forces Populaires de Libération / Popular Liberation Forces |
| FPLE / EPLF : | Front Populaire de Libération de l'Erythrée / Eritrean People's Liberation Front |
| FPLT / TPLF : | Front Populaire de Libération du Tigré / Tigray People's Liberation Front |
| FPRDE / EPRDF : | Front Populaire Révolutionnaire Démocratique Ethiopien / Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front |
| CMM / MCC : | Commission militaire de coordination / Military Coordination Commission |
| MINUEE : | Mission des Nations unies en Ethiopie et en Erythrée |
| ONU : | Organisation des Nations Unies. |
| OUA : | Organisation de l'Unité Africaine. |
| PAM : | Programme Alimentaire Mondial. |
| PIB : | Produit Intérieur Brut |
| PRPE : | Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien |
| PNUD : | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| Unicef : | Fonds des Nations unies pour l'Enfance |
| ZTS : | Zone Temporaire de Sécurité |

Introduction

L'Ethiopie est un Etat ancestral de soixante millions d'habitants qui a perdu environ 1,5 millions de citoyens morts des suites d'une succession de conflits et de famines de 1962 à 1991. En effet, deux guerres l'ont opposée en 1964 puis 1977-1978 avec la Somalie aujourd'hui livrée à l'anarchie et au fondamentalisme sunnite. Parallèlement, l'armée éthiopienne a dû faire face à la lutte pour l'indépendance menée par les érythréens pendant une trentaine d'années. Enfin, l'Ethiopie s'est retrouvée impliquée avec l'Erythrée souveraine, pays de quatre millions d'habitants, dans la seule guerre classique en Afrique, de mai 1998 à décembre 2000, guerre classique en cela que la quasi-totalité des tués sont des militaires, que de grandes quantités de matériels sont engagés et que le front a été hérissé de réseaux de tranchées.

Ce conflit est né de la confrontation de l'Ethiopie, qui veut affirmer sa puissance, et de l'Erythrée, qui veut affirmer son indépendance, et l'a traduite par la création d'une monnaie différente de la monnaie éthiopienne. La dégénérescence de cette situation a été renforcée par les traces de la colonisation, avec des frontières qui ont divisé les blocs ethniques et linguistiques, par les traces de la guerre froide qui a favorisé l'armement de l'Erythrée par les américains, et par des acteurs extérieurs comme les sociétés pétrolières très offensives dans la région.

Cette guerre est maintenant terminée, en théorie en tous cas. En effet, aucun des facteurs qui l'ont déclenchée n'a disparu, les protagonistes sont toujours au pouvoir et l'équilibre régional est encore instable.

Voyons donc comment ces deux Etats cousins en sont arrivés au conflit armé, par un engrenage dont l'aboutissement meurtrier a tout de même surpris et atterré les observateurs internationaux. Montrons ensuite en quoi cette guerre devenue totale au bout de presque deux ans de ravages a été totalement inutile, si ce n'est d'avoir confirmé la puissance de l'Ethiopie face à son concurrent érythréen. Nous concluons en étudiant les perspectives, centrées sur les deux protagonistes mais sans écarter les voisins régionaux, en montrant que l'Ethiopie est une entité en sursis dans un environnement régional qui lui est fortement hostile.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

1^{ère} Partie : Comment deux Etats cousins en sont arrivés au conflit armé

Après une sécession déloyale et de circonstance, fruit de l'expansionnisme et de l'interventionnisme italien et musulman, l'Erythrée, motivée par une vision mégalomane héritée de ses concepteurs, s'est retrouvée en concurrence directe avec l'Ethiopie : deux prétendants dans un même siège, pour la domination régionale. Voilà qui ne pouvait mener qu'à la confrontation.

Chapitre 1 : Construction artificielle d'un nouvel Etat

L'Erythrée (du grec, « mer rouge ») a d'abord été territoire colonial italien de 1889 à 1941. L'Italie a assemblé petit à petit la grande Erythrée aux dépens de l'Ethiopie. En 1952, la décolonisation fédère (voir annexe 5) l'Erythrée et l'Ethiopie, mais avec un statut d'autonomie importante accordée à la première, héritage de la séparation forcée. Puis les musulmans, soutenus par les pays arabes, revendiquent l'indépendance. Le cycle rébellion/répression aveugle entraîne les ethnies d'Erythrée à renverser le gouvernement éthiopien, pour plus d'autonomie et finalement l'indépendance en 1991.

I / Les avatars de l'Africa Orientale Italiana

L'année 1869 marque le début de la présence italienne en Erythrée, avec l'achat par Sapeto de la ville d'Assab. Le dernier empereur tigréen, Johannes IV, symbole de l'ancienne puissance tigréenne, qui régna sur l'Ethiopie de 1872 à 1880, s'illustra contre ces italiens avec son fameux chef de guerre, Ras Alula. Battue en 1896, à Adwa par Menelik, l'Italie renonce à s'installer sur les hautes terres éthiopiennes. Elle se maintient sur la côte, réunissant ses possessions disparates dans cette « colonie oubliée » qui somnola jusqu'à l'invasion de l'Ethiopie. A partir de 1934, Mussolini envoie de nombreux italiens construire les infrastructures de l'effort de guerre et Asmara acquiert un urbanisme fasciste caractéristique. La moitié des Erythréens sont

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

mobilisés dans la logistique et comme « askari », supplétifs, de l'armée italienne. Avec l'Erythrée, le Tigré et l'Afar (Ethiopie), l'Italie forma la grande Erythrée, à laquelle certains rêvent encore.

De 1941 à 1952, l'Erythrée, conquise par les britanniques et les français libres, dépend de la British Military Administration qui rapatrie les soldats italiens et autorise la presse, les partis politiques et les syndicats. L'ONU rencontre les notables divisés entre les partisans de l'union avec l'Ethiopie, du partage ou de la réunion avec le Soudan et de l'indépendance. Le 15 septembre 1952, l'assemblée générale décide de fédérer l'Erythrée à l'Ethiopie, mais la dote d'institutions autonomes (drapeau, constitution, assemblée, exécutif et langues officielles).

II / Une lutte d'indépendance de trente ans

Par la force et jouant des rivalités internes, Haïlé Sélassié affaiblit le fédéralisme et, le 14 septembre 1962, l'assemblée érythréenne vote « librement » l'annexion de l'Erythrée, qui devient la quatorzième province éthiopienne. Dès 1958, les maquis des basses terres du FLE revendiquent l'indépendance, soutenus par les pays arabes. A la fin des années soixante, la répression brutale entraîne des chrétiens d'Asmara dans la rébellion, mais, des conflits ayant éclaté avec le FLE, ils fondent en 1970 le FPL, fraction marxiste, qui devient le FPLE. FLE et FPLE se livrent à une guerre civile de 1972 à 1974, pour reprendre les opérations en commun en janvier 1975 contre l'armée éthiopienne, après le renversement et la mort violente de l'empereur Haïlé Sélassié qui avait été couronné en 1930.

La révolution éthiopienne, qui part donc d'Asmara, suscite beaucoup d'espoirs, vite déçus. Les militaires éthiopiens lancent, de 1975 à 1984, une série d'offensives, massivement aidés par l'URSS à partir de 1977, quand le colonel Mengistu Haïlé Mariam prend le pouvoir en Ethiopie. Ces attaques provoquent l'exode de 700 000 Erythréens qui se réfugient dans les camps du Soudan, enjeu de la rivalité des fronts. En 1988, le FPLE écrase pourtant l'armée éthiopienne qui se replie dans les villes principales. En mai 1991, Asmara est prise, l'armée éthiopienne abandonne toute résistance et le régime de Mengistu s'effondre.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Dans cette situation de fait, un gouvernement provisoire est mis en place en juillet 1991, dirigé par Issayas Afeworki, le chef du FPLE et nouveau président de la République d'Erythrée. A l'issue d'un référendum d'autodétermination, ignorant totalement les besoins économiques de l'Ethiopie, le pays accède à l'indépendance le 24 mai 1993. L'Ethiopie perd son accès à la mer, quand ailleurs on avait établi un certain couloir de Dantzig.

Les dirigeants érythréens établissent alors un programme politique laissant une large place au multipartisme. Cependant, le FPLE, devenu FPDJ en février 1994, radicalise sa politique afin de faire face aux difficultés économiques. En effet, ce pays, extrêmement pauvre et détruit, ne reçoit pas l'aide internationale promise. A ce défi économique s'ajoute, dès 1990, l'expansion de la mouvance islamiste, qui revendique une appartenance de l'Erythrée au monde arabe.

En 1995, la première crise diplomatique apparaît avec la revendication par l'Erythrée des îles Hanish (voir annexe 7), qui seront attribuées définitivement au Yémen par la CIJ en octobre 1998, provoquant le retrait érythréen de l'archipel, en aggravant les tensions régionales. Parallèlement, au début de 1998, les multiples tentatives de négociations de la diplomatie internationale pour amener le gouvernement d'Asmara et celui d'Addis Abeba à régler le conflit frontalier qui les opposent dans le Nord de l'Ethiopie sont sans effet sur l'issue du différent.

Chapitre 2 : Benito Mussolini à l'origine des revendications territoriales érythréennes en Ethiopie

L'Italie n'a jamais voulu fixer les frontières coloniales pour garantir une expansion future, et n'a jamais arrêté de pousser son avantage. L'Erythrée a conservé les manières italiennes, et pas seulement gastronomiques - on trouve beaucoup de pizzerias à Asmara, les boissons favorites des Erythréens demeurent le cappuccino et la bière italienne -. Les Erythréens sont finalement fiers de cet héritage, qui déborde dans le domaine de la politique du régime nationaliste autoritaire, et dans les revendications territoriales qui l'arrangent.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

I / Le fait colonial italien au cœur du problème

L'Ethiopie a défini et marqué ses frontières avec tous ses voisins à une exception près : les anciennes colonies italiennes d'Erythrée et du Somaliland. La raison en est la politique expansionniste menée par le dictateur Benito Mussolini pendant l'ère fasciste. Mussolini a de ce fait violé les traités signés par l'Ethiopie et l'Italie pendant la période 1900-1906, qui fournissaient les lignes directrices pour une future délimitation et démarcation de la frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée.

Mussolini a envahi l'Ethiopie en septembre 1935 en utilisant l'Erythrée comme base principale. Avant l'invasion, l'Ethiopie avaient effectué des tentatives sans espoir de résoudre pacifiquement plusieurs points de désaccord frontaliers avec l'Italie. Mussolini a utilisé ces désaccords comme justificatifs pour ses opérations militaires, particulièrement l'incident de WalWal en 1934, où les Italiens s'étaient implantés à plus de 60 kilomètres à l'intérieur du territoire pendant six ans et avaient provoqué un affrontement avec les forces éthiopiennes.

II / La revendication sur l'Ethiopie n'était pas la seule

La Société Des Nations reconnut la validité du cas éthiopien mais ne réussit pas à imposer des sanctions efficaces à l'Italie. Une des raisons de cet échec fut le comportement de la France, qui négocia en secret en 1935 avec Mussolini de manière à gagner son soutien contre l'Allemagne. Les points suivants furent concédés : une portion du Nord du territoire de Djibouti pour l'Erythrée, la bande d'Aouzou du Tchad pour la libye et même de petits morceaux de la métropole française devant être annexés à l'Italie.

Le parlement français n'a jamais ratifié ces accords, Mussolini n'a pas soutenu la France contre l'Allemagne, mais au contraire est devenu l'allié d'Adolf Hitler. Quand l'Erythrée a été réunifiée avec l'Ethiopie, le gouvernement éthiopien a rétabli la frontière initiale entre l'Erythrée et Djibouti. De même, quand Khadafi a revendiqué la bande d'Aouzou, la CIJ l'a débouté en 1993. Il est donc facile de comprendre le trouble survenu quand l'Erythrée s'est fondée en 1996 sur des cartes italiennes modifiées par

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Mussolini en 1935 pour revendiquer des territoires sur Djibouti, cela malgré l'accord pacifique et définitif négocié entre l'Ethiopie et la France dans les années soixante.

III / La revendication sur l'Ethiopie

Pour rebondir sur le cas de l'Ethiopie, l'Erythrée a essayé de forcer le premier pays à accepter la carte définie unilatéralement par Mussolini en 1934, comme le seul document légal définissant la frontière entre les deux Etats. C'était forcément difficilement acceptable. On peut qualifier les demandes territoriales érythréennes en 1998 de périmées (voir annexe 8), d'autant qu'elles n'étaient fondées sur aucun traité historique. Elles n'avaient pas non plus un seul rapport avec l'histoire de l'Erythrée, car les territoires impliqués ne signifiaient rien de spécial à cet égard. En fait, un groupe ethnique minoritaire d'importance conséquente, les kunamas, souffrait à cette époque de persécutions de la part du gouvernement érythréen dans les environs mêmes de la région revendiquée.

Qu'en était-il alors des raisons de l'agressivité de l'Erythrée contre ses voisins ? Sans doute que l'une d'entre-elles est ce même nationalisme doublé d'un pouvoir autoritaire dans l'entre-deux-guerres qui a fait le malheur de l'Italie.

Chapitre 3 : Un engrenage meurtrier dans la corne de l'Afrique

Pourquoi le contentieux territorial entre l'Ethiopie et l'Erythrée, somme toute contenu pendant plusieurs années, a-t-il soudain dérapé en une guerre frontalière meurtrière ? Les raisons avancées par les deux capitales dès les premières semaines du conflit différaient mais paraissaient complémentaires. A Asmara, on mettait sur le compte de l'irréductibilité de l'Etat du Tigré la multiplication, dans les mois précédents le conflit, des tentatives pour rendre irréversible l'occupation de zones reconnues comme « contestées » par les deux gouvernements centraux. Lorsque le 12 mai 1998, répondant à un incident du 6 mai 1998 qui avait provoqué la mort de quatre soldats

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

érythréens, le général Gerzgiher Tesfamarian, commandant dans la zone de Badme, résolut de punir la milice locale du Shire en occupant avec une force mécanisée tout le terrain jusqu'à la ligne frontière, Asmara ne s'attendait visiblement pas à ce qu'Addis-Abeba réagisse publiquement, par une déclaration de guerre. Comme par le passé, cela devait rester une querelle de famille. Issayas Afeworki, le chef de l'Etat, était d'ailleurs en visite en Arabie Saoudite... A Addis-Abeba, cette démonstration de force fut ressentie comme une manifestation d'autant plus insupportable de l'arrogance érythréenne, qu'un sourd bras de fer économique opposait, depuis plusieurs mois, les deux pays, après la disparition de leur union monétaire.

L'alliance des frères d'armes, forgée contre le colonel Mengistu, paraissait solide, car les deux régimes, établis en 1991, en tiraient l'un et l'autre des avantages considérables. Au-delà de politiques étrangères semblables, de l'alliance américaine à la participation au bloc de la « renaissance africaine », les gouvernements d'Asmara et d'Addis-Abeba avaient pourtant choisi des voies très différentes, dont l'antagonisme potentiel a été peu perçu à l'étranger.

I / Raisons politiques

En matière politique d'abord. Indépendante après tant d'années de guerre, l'Erythrée s'est lancée dans la construction d'un Etat unitaire : un jacobinisme accentué par une mentalité militaire héritée du maquis, qui ne tolère qu'un seul parti, et par le caractère d'un président charismatique, admiré des siens mais autoritaire et parfois solitaire. Toutes les grandes décisions sur le plan intérieur depuis 1991 – la laïcité, l'introduction d'un service national, le redécoupage administratif, etc. – avaient été inspirées par le souci de rendre irréversible l'unité interne, forgée dans la guerre, d'un pays mosaïque, presque aussi divers ethniquement, religieusement et linguistiquement que l'Ethiopie voisine. La seule véritable idéologie du régime érythréen était un nationalisme sourcilleux. Plus que le drapeau (qui n'était initialement que celui du FPLE), plus que le chameau (symbole officiel du pays depuis 1991), l'emblème préféré du nouvel Etat était, depuis longtemps, la carte même du pays. Les revendications territoriales de l'Erythrée sur l'Ethiopie, le Yémen et Djibouti en sont la parfaite

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

illustration. Mais l'opposition réclamait surtout plus de démocratie, et le chef de l'Etat érythréen a jugé en son âme et conscience qu'il avait plus d'aptitude pour la guerre.

La politique du premier ministre Meles Zenawi, en Ethiopie, a été radicalement opposée. La constitution de 1995 a établi un fédéralisme ethnique poussé, donnant naissance à de véritables petits Etats à l'intérieur de l'Ethiopie. Cette construction osée, à contre-courant de l'histoire éthiopienne, est entrée en collision avec le refus simultané du FPLT, qui représente à peine un dixième de l'Ethiopie, de partager le pouvoir. Le régime de Meles Zenawi, déjà en butte à la fureur des anciennes élites, souvent d'origine amhara, hostiles au fédéralisme et traumatisées par la perte de l'Erythrée, a dû faire face à l'opposition armée des autres mouvements à base ethnique écartés du pouvoir. Cette fragmentation s'est accentuée lorsque le premier ministre Meles Zenawi n'a pu éviter qu'au sein même du FPLT se développe une sourde rivalité avec les plus nationalistes des Tigréens, au demeurant mal disposés à l'égard de l'Erythrée : les éloignant d'Addis Abeba, il leur laissa la direction de l'Etat régional du Tigré.

II / Raisons économiques

En matière économique ensuite. Le rêve des experts érythréens, c'était Singapour : libéralisme financier, production pour l'exportation, méfiance envers l'aide étrangère non contrôlée. Le rêve des économistes éthiopiens, c'est la Corée du Sud : contrôle des échanges, investissements tous azimuts, et aide étrangère maximale. Deux visions aussi éloignées l'une que l'autre d'une réalité commune, faite d'infrastructures dévastées et de paysans et éleveurs en permanence à la limite de la disette.

La décision érythréenne, en novembre 1997, d'introduire sa propre monnaie, le nafka, pour asseoir la liberté de ses transactions financières avec l'étranger, a perturbé la coexistence de ces projets. En effet, Asmara comptait obtenir la parité entre le nafka et le birr, ce qui a provoqué un tollé en Ethiopie. Les deux pays avaient convenu, à la fin de la précédente guerre, en 1991, d'établir un libre-échange entre eux, ainsi qu'un libre accès de l'Ethiopie aux ports devenus érythréens. La disparition de l'union monétaire concrétisa soudain, surtout entre le Tigré et l'Erythrée, l'existence d'une frontière, tandis que l'exigence éthiopienne de conduire désormais les échanges en dollars

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

renchérissait pour les importateurs éthiopiens l'usage des ports de Massawa et Assab et, pour les érythréens, le coût de leurs approvisionnements alimentaires. Depuis plusieurs mois, un climat acrimonieux s'était donc établi entre les deux pays. Perpétuellement accusé par ses divers opposants de favoriser l'Erythrée aux dépens de l'Ethiopie, Monsieur Meles Zenawi trouvait, sur le terrain économique, l'occasion de marquer qu'il était bien le premier ministre de l'Ethiopie, et plus seulement le secrétaire général du FPLT.

III / Remous diplomatiques

La dislocation soudaine de l'axe Asmara-Addis Abeba a évidemment eu de lourdes conséquences dans la région. En dehors des officiels soudanais, qui n'en sont pas revenus de leur chance, elle a inquiété tout le monde. Tout un chacun, du Libyen Mouammar Khadafi au Djiboutien Hassan Gouled, en passant par l'Italie, l'Egypte, le Rwanda, les Etats-Unis et le Zimbabwe, s'est précipité pour jouer les bons offices dans ce conflit fratricide.

L'échec spectaculaire de la médiation américaine, conduite sur place, dès le 16 mai 1998, par le sous-secrétaire d'Etat pour l'Afrique, Susan Rice, a révélé à quel point était fragile la thèse, à l'honneur depuis la campagne éclair de Laurent Désiré Kabila au Congo démocratique, de l'existence dans la région d'un bloc américain, constitué de nouveaux dirigeants autoritaires mais éclairés. L'inexpérience prêtée à Susan Rice n'a été pour rien dans l'insuccès de ses efforts. Dans la Corne de l'Afrique, peut-être davantage qu'ailleurs en Afrique, les acteurs utilisent les grandes puissances bien plus qu'elles n'en sont les clients. Le compromis, apparemment équilibrée, proposé le 31 mai 1998 par les Etats-Unis et le Rwanda (retrait des Erythréens sur leurs positions du 6 mai, discussions ultérieures sur les limites frontalières en partant des tracés coloniaux) était trop vague ou venait trop tôt. Ni l'Ethiopie ni l'Erythrée ne pouvaient se permettre de faire perdre la face aux Etats-Unis ; mais ni Meles Zenawi ni Issayas Afeworki ne pouvaient, une fois la guerre déclarée, perdre eux-mêmes la face aux yeux de leurs opinions publiques respectives.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Car – et c'était l'une des conséquences les plus dramatiques de l'irruption du conflit – on a assisté en quelques courtes semaines à une virulente poussée de passion, notamment au Tigré et en Ethiopie, mais aussi à un degré moindre en Erythrée. Les victimes potentielles de ces regains de haine étaient déjà toutes désignées : des centaines de milliers d'Erythréens vivaient en Ethiopie, notamment à Addis Abeba, et des dizaines de milliers d'Ethiopiens, notamment tigréens, travaillaient en Erythrée.

Arrêter l'engrenage guerrier était désormais l'urgence des différents médiateurs. La diplomatie italienne a obtenu, le 15 juin 1998, une trêve des attaques aériennes. Mais, humiliés par leurs échecs militaires des premières semaines, les dirigeants d'Addis Abeba ont été tentés, après les sacrifices déjà consentis, de se lancer dans une tentative à moyen terme pour reconquérir Assab et la Dankalie érythréenne. Outre la récupération de l'accès à la mer de l'Ethiopie, elle pouvait leur permettre le ralliement d'une partie de leur opposition. Mais on passait alors à une guerre totale entre les deux pays. La situation politique intérieure du premier ministre éthiopien était si précaire que les médiateurs durent aussi imaginer une solution qui n'aboutisse pas, à Addis Abeba, à la chute de son régime.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

2^{ème} Partie : Une guerre inutile

L'Erythrée a confondu les genres, en voulant ravir la position de puissance régionale à son ancienne mère patrie, tout en espérant conserver ses faveurs économiques. Asmara a aussi sous-estimé la volonté éthiopienne et a laissé passer sa chance, au début du conflit, de changer le pouvoir à Addis Abeba contre une autorité acceptant ses prétentions. Cette politique surréaliste a abouti à la guerre totale, puis à la défaite sans appel de l'Erythrée et à la ruine. L'Ethiopie, qui ne pouvait se permettre une seconde humiliation, après la sécession érythréenne, qui lui aurait coûté l'existence, a fièrement relevé le défi, en mobilisant toutes ses ressources pour confirmer sa position.

Chapitre 1 : Conflit frontalier inter-étatique entre cousins

La guerre Ethiopie-Erythrée s'est découpée en trois phases principales. De mai à juin 1998, le rapport de force permet aux troupes érythréennes de s'emparer des parties du territoire éthiopien revendiquées par Asmara. A un contre trois localement, l'affaire se révèle aisée. L'armée érythréenne, forte de 150 000 hommes, semble dans cette affaire avoir été beaucoup moins surprise que l'armée éthiopienne, ce qui semble désigner l'agresseur.

Les combats ne se poursuivent ensuite que très sporadiquement. Pendant presque deux ans, les troupes se livrent à une guerre de tranchées d'un autre âge, entrecoupée d'assauts brefs mais meurtriers, pendant que l'armée éthiopienne se renforce, passant de 100 000 combattants à 320 000, alors que les Erythréens ne seront que 170 000 au sommet du conflit.

En mai 2000, les combats s'intensifient, mais cette fois avec beaucoup plus de moyens humains et matériels. Les deux belligérants, disposant de chars, d'artillerie et d'avions de chasse, s'affrontent sur trois fronts, globalement à un contre un. Bientôt, les érythréens se replient partout, ils sont défaits. Ils retrouvent leurs réflexes du maquis : sauver l'armée, ensuite gagner du temps.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

I / Le raz de marée érythréen

Les forces éthiopiennes comptent 50 000 hommes hors mobilisation au début de la guerre, issus pour la plupart des troupes tigréennes qui avaient conquis Addis Abeba sept ans plus tôt. L'armée érythréenne, d'importance comparable, bénéficient en outre de son rôle central dans la société, illustré par la création en 1994 d'un service national mixte de dix-huit mois. La mobilisation érythréenne en est facilitée.

L'Erythrée pénètre le 12 mai 1998 dans la région de Badmé (voir annexe 6), ouvre un deuxième front le 31 mai dans la région de Zala Embessa, puis un troisième aux alentours de Burie le 5 juin 1998. Ces deux derniers fronts complètent l'action conduite dans la région de Badmé, car ils constituent des verrous d'accès aux axes de communication de l'Ethiopie vers Asmara et vers Assab, port érythréen utilisé par l'Ethiopie pour son approvisionnement. La conséquence stratégique majeure de ces manœuvres est de placer l'Ethiopie dans une situation d'enclavement total.

Le 14 mai 1998, soit deux semaines après la déclaration de guerre du parlement éthiopien, le rapport de force aux frontières est de un contre trois en faveur d'Erythréens parfaitement armés et préparés. Les combats frontaliers du premier mois tournent à l'avantage d'Asmara, qui occupe la quasi-totalité des zones contestées. Victorieuse, l'armées érythréenne ne pousse pas son avantage. Pour Asmara, persuadée que l'Ethiopie ne pourra pas se remettre de sa débâcle initiale, il s'agit d'occuper les territoires revendiqués pour marquer un état de fait, que les cartographes des Nations unies n'auront plus qu'à entériner.

A partir de juin 1998, date à laquelle est décidé le moratoire sur l'emploi de l'aviation, les combats se figent pour laisser place à une guerre de tranchées, où les soldats sont à moins de cent mètres des lignes ennemies.

II / L'enlèvement

Pendant les huit mois qui vont suivre, peu de choses se développent. Cette pause peut s'expliquer par le manque de détermination des combattants érythréens après l'intervention de la communauté internationale, ainsi que par la saison des pluies qui s'étale de mi-mai à fin novembre. Le poids relatif des deux pays est aussi incomparable, imposant à l'Erythrée de limiter ses ambitions.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Cette période peu intense est ponctuée par une attaque aérienne éthiopienne sur Assab et Asmara, alors que du côté érythréen les avions touchent Adigrat. Sur le terrain, les combats se concentrent uniquement autour de Dube, Zela Ambessa et Sheraro. L'Ethiopie aurait gagné à la mi-juin 1998 une quinzaine de kilomètres en direction d'Assab. En fait, les deux armées n'atteignent pas encore à cette époque le niveau suffisant en armement et en logistique pour mener une guerre véritable.

Puis, durant 1999, Addis-Abeba démontre sa supériorité aérienne en touchant des objectifs au-delà de la ligne de front. Sur le terrain, l'Ethiopie garde l'initiative des grandes offensives auxquelles Asmara préfère les actions commandos et les lignes défensives. Ces dernières s'avèrent imperméables et l'on dénombre de sévères pertes en vies humaines, surtout du côté éthiopien.. Parallèlement, les populations civiles fuient les zones de combats ou sont soumises à des déplacements arbitraires.

C'est en février qu'ont lieu les combats les plus sérieux, avec dès le 4 des tirs d'artillerie. Le 6 marque le début d'une offensive érythréenne sur Badmé, tandis que les Ethiopiens attaquent sur le front de la rivière Mereb. Le 8, l'armée éthiopienne s'empare des postes érythréens de Kunin et Kunito, sur le front de Tsorona, et attaque sur le front d'Alitiena. Le 26, elle pénètre dans le triangle de Badine et opère une percée sur la route Axum - Asmara. Les offensives lancées par Addis-Abeba continuent jusqu'au 8 mars environ, mais finissent par s'essouffler sur les lignes de défense érythréenne. Les éthiopiens ont pris un avantage moral indéniable, sans toutefois parvenir à conquérir des objectifs vitaux. La frontière reste toujours imperméable.

Les affrontements reprennent à Bure en juin. L'Ethiopie attaque d'abord sur le front Est, puis envoie 20 000 hommes en renfort sur le front central aux environs de Mereb-Setit. Les pertes s'élèveraient de 12 000 à 18 000 morts côté éthiopien et à 8000 côté érythréen. Quelques jours plus tard, le bilan des tués érythréens monterait à 24 500 selon des sources éthiopiennes. Chacun accuse l'autre d'avoir relancé le conflit. L'échec des négociations qui se poursuivent en parallèle est flagrant.

L'Erythrée lance encore une offensive dans la semaine du 30 août au 5 septembre 1999, qui se solde par un échec et une centaine de morts contre quelques blessés parmi les soldats éthiopiens.

Ce sont donc près de deux années de gesticulations militaires et aussi diplomatiques qui s'achèvent. En effet, l'Erythrée a d'abord rejeté en juin 1998 une

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

médiation de l'OUA, après avoir refusé un plan de paix préparé par les Etats-Unis et le Rwanda. Puis les plans de l'OUA de novembre 1998 et août 1999 n'ont pas abouti non plus, respectivement pour refus de l'Erythrée de se replier chez elle et ensuite refus de son adversaire d'accepter provisoirement cette présence étrangère.

Pendant cette longue période, l'Ethiopie entreprend de rebâtir une armée forte de 300 000 hommes. L'effort est intense, près de 1 milliard de dollars, pour se doter de matériels de pointe, de chars, d'artillerie lourde, d'avions de combat, d'hélicoptères d'attaque, achetés à l'étranger, notamment en Russie et en Bulgarie. Les progrès les plus spectaculaires sont réalisés dans l'aviation, de nombreux pilotes étant formés en Russie. Il apparaît à ce stade que les érythréens sous-estiment largement les Ethiopiens, qu'ils pensent incapables de maîtriser les technologies avancées. Les éthiopiens, au contraire, blessés dans leur fierté, sont décidés à relever le défi.

III / La revanche éthiopienne et la paix

A / La conclusion militaire

L'offensive lancée par l'Ethiopie le 12 mai 2000 est la bonne. Menée de façon méthodique, elle illustre le renouveau de la puissance militaire éthiopienne. Les Erythréens ne sont pas seulement surclassés en puissance de feu, mais aussi en capacités manœuvrières. Traversant le Mereb à sec, des milliers d'hommes grimpent à l'assaut des hauteurs d'Enda Aba Simeon, à la jonction mal défendue de deux lignes de front érythréennes. Engageant rapidement de nouvelles forces dans la trouée, ils prennent à revers les tranchées ennemies. En moins de deux jours, la défaite d'Asmara est consommée, et l'armée éthiopienne s'enfonce profondément dans les plaines de cette région fertile, un des greniers à céréales de l'Erythrée.

Après un ultime effort de résistance devant la capitale régionale, Barentu, les érythréens abandonnent d'un coup tout le bas pays. Ce repli stratégique précipité, qui s'apparente à une débâcle, laisse de nombreux morts et prisonniers sur le terrain, et jette sur les routes plusieurs centaines de milliers de civils, les uns fuyant vers le Soudan, les autres vers des camps hâtivement aménagés dans la région de Keren, au Nord Ouest d'Asmara.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Scénario similaire, quelques jours plus tard, sur le front central. La prise du mont Aiga force l'armée érythréenne à abandonner ses lignes de défense, situées en contrebas. Cette fois, instruits par l'expérience, les soldats érythréens semblent faire retraite en bon ordre. Mais là encore, des dizaines de milliers de civils sont contraints de fuir vers le Nord. Il n'est alors plus question de tenir la zone frontière. Le 22 mai, les armées éthiopiennes sont à 90 kilomètres d'Asmara. Les érythréens font face à une invasion en règle. Les éthiopiens tiennent leur revanche. Lassés de l'agitation érythréenne sans fin, l'Ethiopie s'est donc donné les moyens de la remettre à sa place, mais sans aucune illusion sur la possibilité de lui faire réintégrer l'ancienne patrie commune.

B / Les raisons de la victoire militaire éthiopienne

On peut s'interroger sur les raisons de cette victoire soudaine des Ethiopiens après une si longue période de statu quo. Un certain nombre de facteurs peuvent être avancés.

Tout d'abord, une préparation et une planification méticuleuses. L'armée a été renforcée et équipée au prix de lourds sacrifices. Les troupes ont suivi un entraînement poussé. La chaîne de commandement a été réorganisée. Les Ethiopiens, qui ont compris depuis l'arrivée d'une expédition portugaise vers 1530 qu'ils pouvaient tirer parti des pays étrangers, ont intelligemment utilisé l'aide russe, comme auparavant celle des Britanniques, des Suédois, des Norvégiens, des Israéliens, des Américains ou de nombreux pays communistes

Ensuite, l'élément de surprise a été déterminant. Les Erythréens attendaient avec soixante pour cent de leurs forces une offensive dans la région centrale, et trop évidente, de Mendefera et d'Areza. Les Ethiopiens ont plutôt attaqué sur les extrémités, là où les divisions adverses étaient les moins nombreuses, mais aussi les plus faibles.

Le style de commandement était aussi diamétralement opposé d'un camp à l'autre. Chez les Ethiopiens, les chefs à tous les niveaux ont participé à la planification, élément vital pour une bonne coordination. Des espaces de manœuvre et d'initiative ont été définis. Chez les Erythréens, le président Issayas Afeworki a commandé seul, dans les détails, l'ensemble des opérations. C'est une dérive inhérente aux dictateurs.

Enfin, la stratégie défensive érythréenne, très linéaire, assez démodée aussi, s'est opposée à la guerre mobile, moderne, des Ethiopiens. Cette confrontation, malgré un

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

rapport de force global de un pour un, ne pouvait trouver une issue différente. Les Ethiopiens, qui n'ont jamais réclamé plus que la restitution des territoires envahis par l'Erythrée, sans volonté aucune de reconquérir le port d'Assab, ont bel et bien mâté les capacités de nuisance de leur jeune et turbulent cousin.

C / Un accord de paix forcé

Devant la détermination guerrière des deux pays, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte dès le début de l'offensive finale la proposition des Etats-Unis d'imposer des sanctions et un embargo sur les armes aux belligérants. A cette occasion, la Panafrican News Agency rapporte qu'un million de personnes manifestent le 15 mai 2000 à Addis-Abeba, pour revendiquer le droit de l'Ethiopie à défendre sa souveraineté contre l'envahisseur, et refuser le chantage de l'aide humanitaire contre l'abandon du territoire.

L'Ethiopie a pourtant intérêt à faire la paix, même si celle-ci n'est envisagée qu'après beaucoup d'hésitations. En effet, Addis Abeba fait face à une crise alimentaire, avec 2,5 millions de réfugiés et de personnes déplacées et la famine qui menace le pays, l'acheminement de l'aide alimentaire à partir du port de Djibouti se passant dans de bonnes conditions, mais la distribution de cette aide à travers le pays se heurtant à des problèmes de transport interne.

La Russie prépare de son côté un projet de résolution pour punir l'Erythrée de son agression contre l'Ethiopie. Cette dernière, affolée, est au bord du gouffre. Tous les moyens sont bons dorénavant pour se sortir du borbier dans lequel elle s'est jetée. C'est donc sans grande surprise que le 18 juin 2000, les deux belligérants arrivent à un accord de cessation d'hostilités, sous les auspices de l'OUA. Cet accord constitue les prémisses d'un accord de paix signé le 12 décembre 2000, qui doit aboutir à un traité de paix. C'est donc le début et non la fin d'un processus.

La satisfaction la plus grande est celle du président algérien, Abdulaziz Bouteflika, président en exercice de l'OUA. L'accord signé est l'aboutissement d'environ deux mois de négociations difficiles menées à Alger.

L'Ethiopie redéploie ses troupes dans une ZST, se réservant le droit de répliquer à toute provocation érythréenne à partir de cette zone, les forces érythréennes devant rester à une distance de 25 km des positions éthiopiennes. Après la vérification du redéploiement par la mission de maintien de la paix et le déploiement de 4200 casques

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

bleus, l'administration civile érythréenne (y compris la police et la milice locale) est restaurée pour préparer le retour de la population.

Une guerre pour rien et le chef de l'Etat érythréen est toujours au pouvoir !

Chapitre 2 : Conflit économique inter-provinces entre frères

Le FPRDE au pouvoir à Addis Abeba et le FPLE à Asmara étaient des alliés de longue date. Tigréens et Erythréens avaient combattu et versé leur sang ensemble. Leurs dirigeants sont tous deux d'origine ethnique tigréenne. Meles Zenawi lui-même a été parmi les premières recrues tigréennes à venir s'entraîner en 1975 dans les bases du FPLE. Sa mère est érythréenne.

Pourtant, ils se sont retrouvés sur le pied de guerre, ennemis, sept ans après leurs victoires communes contre le régime de Mengistu, dans le cadre de ce qui peut apparaître comme une lutte pour la suprématie industrielle, initiée par l'Erythrée pour justement empêcher que cette suprématie lui échappe. Car après l'indépendance politique érythréenne, l'Ethiopie avait entrepris de conquérir sa propre indépendance, économique celle-là.

I / D'anciens frères d'armes

Comme dans le Nord de l'Ethiopie, les hautes terres érythréennes sont densément peuplées de céréaliculteurs, tigréens chrétiens, de langue sémitique. Elles séparent les basses steppes orientales, domaine des éleveurs nomades musulmans, Afars et Sahos, de langue couchitique, des bas plateaux occidentaux où se mêlent pasteurs et agropasteurs, chrétiens et musulmans, Sémites, Couchites et Nilo-Sahariens. Le taux d'urbanisation de l'Erythrée dépasse nettement celui de l'Ethiopie, et la diversité des populations se retrouve dans les villes principales que sont Asmara, Keren et Massawa, ainsi que dans le réseau des petites villes.

Les Tigréens et les Erythréens ont été alliés et ont combattu côte à côte contre la dictature de Mengistu. Des dizaines de milliers de tigréens vivaient aussi en Erythrée et

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

la ville de Meqellé était peuplée de 14% d'érythréens. La guerre Ethiopie-Erythrée est donc immédiatement devenue une histoire de famille dans ces provinces. Chaque famille a décidé d'envoyer un enfant au front, comme c'est l'usage dans ces contrées habituées à la guerre. Hier c'était avec le FLPE, cette fois c'était contre, au nom de : « Les Erythréens sont mes frères, mais le régime d'Asmara est une dictature dirigée par un mégalomane. Nous devons lui donner une leçon définitive ».

II / Une concurrence progressive

Meqellé, la capitale du Tigré au Nord-Ouest de l'Ethiopie, est une ville de pierre au milieu d'un paysage de pierre, très loin d'Addis Abeba et des hauts plateaux fertiles du centre du pays. Des troupeaux de chèvres et de chameaux se disputent une végétation parcimonieuse, tandis que les vendeurs ambulants n'ont à vendre que des figes de barbarie. Mais la ville a grandi et un vaste quartier résidentiel est sorti des cailloux. Une cimenterie flambant neuve a été construite et des hôtels de plusieurs centaines de chambres ont ouvert leurs portes. Le progrès s'est mis en marche.

Par le passé, le Tigré était exclusivement une région agricole. Elle vendait du coton et de l'huile de palme ainsi que du tef (le blé éthiopien) à l'Erythrée voisine, en échange de produits finis. La colonisation italienne a en effet légué à ce jeune pays plusieurs usines produisant de la bière, des cigarettes, des objets en plastique et en verre, des habits, du ciment, auxquelles s'est ajoutée une raffinerie de pétrole. A l'indépendance, ses habitants s'enorgueillissaient ainsi d'un revenu moyen de quelques 300 dollars par habitant, bien supérieur à celui de l'Ethiopie, estimé à 110 dollars par habitant par les services statistiques des Etats-Unis.

Mais l'Etat érythréen ayant consacré la majeure partie de son budget à son armée, ses industries sont devenues obsolètes. En outre, plusieurs usines ont été construites dans le Tigré dans les années quatre-vingt dix, dont une textile et une pharmaceutique avec l'aide de l'Etat. Le système d'échange traditionnel a donc été remis en question. Sans compter qu'en mettant en place une frontière avec l'accession à l'indépendance, l'Erythrée a engagé un processus concurrentiel renforcé par ses revendications irrationnelles.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

III / Fracture consommée

La décision prise par l'Erythrée d'adopter sa propre monnaie, qui s'est rapidement dévalorisée par rapport à la monnaie éthiopienne, a encore accentué le rééquilibrage des échanges économiques en faveur de l'Ethiopie. Cela a été une source de fierté pour les Tigréens, et de mécontentement pour les Erythréens.

Les Erythréens pensaient être plus développés que les Ethiopiens, ces derniers, sous-industrialisés, ayant eu l'impression d'être longtemps exploités. La perspective de la fin de ce processus a exaspéré les Erythréens qui n'ont pas accepté cette prise d'indépendance économique de l'Ethiopie et plus près, du Tigré.

Au bout du compte, c'est l'impasse. L'Erythrée se retrouve rejetée par les familles tigréenne et éthiopienne, déchue et confrontée à l'amertume, et comprend que son modèle économique ne pourra aboutir. Elle tente une ultime fuite en avant par la guerre et envahit des terres tigréennes soi-disant héritées des frontières coloniales. Une des premières actions des forces érythréennes est de bombarder l'usine pharmaceutique de Mèqellé le 5 mai 1998. Pour les Tigréens, cette guerre est d'emblée une malédiction, qui risque de ruiner sept ans d'efforts qui commençaient seulement à porter leurs fruits. Leur slogan sera désormais de « mettre une main au développement et une autre à la guerre », car ce conflit n'est pas uniquement frontalier, mais motivé par la concurrence économique entre deux provinces et deux pays.

Chapitre 3 : Une évolution économique et sociale tangible

A défaut de résultats tangibles sur le problème frontalier, les effets de la guerre sur les domaines économiques et sociaux sont bien réels. L'Erythrée, du fait de sa taille, ne pouvait envisager de maintenir une économie de guerre très longtemps. Son erreur a donc été de ne pas profiter de son avantage initial pour vaincre l'Ethiopie d'entrée de jeu. Sans cette volonté, la guerre était vouée dès le départ à l'échec et à l'inutilité, avec en prime la ruine, 120 000 morts, pour la plupart militaires, cumulés dans les deux camps, et 1,5 millions de personnes déplacées dont tous ne sont pas encore rentrés chez eux.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

I / 1998

La Banque Mondiale a mis en route en Ethiopie plusieurs projets dans les secteurs essentiels de l'énergie, l'agriculture et l'éducation. L'introduction du nafka en 1997 a cependant engendré des incertitudes, notamment sur les coûts d'importation en Ethiopie, au risque de retarder l'intégration économique régionale et les échanges commerciaux. En effet, l'Erythrée a demandé que les frais portuaires et de transit de marchandises soient payés en devises fortes. Cela a conduit les hommes d'affaire éthiopiens à préférer le port de Djibouti, moins cher.

Enclavée depuis que l'Erythrée a acquis son indépendance en 1991, l'Ethiopie a dû, avec la guerre, rapidement mettre en place un autre circuit d'approvisionnement par Djibouti pour pallier la fermeture des ports érythréens, surtout celui d'Assab, qui traitait 70% du transit éthiopien. Elle avait déjà renforcé ses liens avec Djibouti en 1996 en signant un accord sur la libre circulation commerciale et un autre sur la sécurité visant à interdire le transit des opposants éthiopiens.

Addis Abeba s'est aussi cherché d'autres débouchés maritimes, visant Berbera, au Somaliland, ou même Mombasa, au Kenya. Le port de Djibouti s'est organisé tant bien que mal pour répondre à cette brusque augmentation de trafic, avec, il est vrai, l'appui d'Addis Abeba, qui a prêté trois millions de dollars à investir dans les nouveaux équipements portuaires.

A partir de mi 98 s'est opéré un rapprochement avec le Soudan, qui s'est traduit par la reprise des vols de la compagnie Ethiopian Airlines entre Addis Abeba et Khartoum, après trois ans d'interruption. Le FMI a aussi repris le dialogue avec l'Ethiopie en juillet 1998, après neuf mois de silence pour causes profondes de divergence sur l'ampleur des réformes financières à réaliser, et notamment sur la libéralisation progressive du secteur bancaire. Le gouvernement éthiopien a fini par céder sur ce point, et le FMI a repris, en octobre, ses versements de 100 millions de dollars de facilité d'ajustement structurel renforcée, venant compléter les 27 millions déjà versés en 1997.

Enfin, les récoltes de café, thé, céréales ont été bonnes grâce aux pluies abondantes. Les exportations de café (64% des recettes en devises du pays) ont été remarquables à cause d'une meilleure qualité, des facilités offertes aux opérateurs privés

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

et de la bonne tenue des cours mondiaux. Le conflit avec l'Erythrée n'a pas affecté ces exportations, qui ont rapporté 480 millions de dollars contre 398 en 1997.

De son côté, l'Erythrée, après avoir amélioré ses relations avec Djibouti et tissé des liens avec les nouveaux pouvoirs d'Afrique centrale, se félicitait des performances économiques, même si l'inflation était en hausse. Le programme de privatisation avançait, trop lentement au goût de la Banque Mondiale, entravé il est vrai par des infrastructures en mauvais état, situation à laquelle devait cependant remédier à très court terme plusieurs projets sud-coréens financés par des Etats arabes du Golfe.

Le régime d'Asmara bénéficiait en outre de l'appui financier, à hauteur de 300 millions de dollars, de la diaspora érythréenne, estimée à 500 000 expatriés, dont près de la moitié vivant en Ethiopie. Cette manne a permis au nafka de se maintenir après le début de la guerre, même s'il a légèrement faibli au marché noir face au dollar et au birr éthiopien. Les ressources intérieures étaient maigres, mais les observateurs n'ont pas noté, en 1998, de dérapages significatifs dans les dépenses budgétaires.

Jusqu'en mai, le transit des approvisionnements de l'Ethiopie par Assab rapportait 90 millions de dollars par an, soit un cinquième des revenus de l'Etat. Avec la guerre, la ressource s'est tarie. Le prix du tef importé d'Ethiopie a doublé en Erythrée, puis s'est stabilisé grâce aux approvisionnements par des intermédiaires djiboutiens.

II / 1999

L'Erythrée et l'Ethiopie ont acheté en 1999 de grandes quantités d'armes et de munitions, avec un budget dans chaque camp de l'ordre de 300 millions de dollars. Le coût de cet effort a eu un impact sérieux sur l'économie, au point que chacun des deux ennemis pariait à ce stade sur l'essoufflement de son adversaire. Selon des sources indépendantes, la part du budget éthiopien affecté à l'effort de guerre serait passée de 1,8% en 1997 à 12% l'année suivante, pour atteindre entre 15 et 20% en 1999. Cette guerre pesait d'autant sur l'économie que les recettes de la première vague de privatisations (brasseries, banques, mines d'or), qui avaient rapporté un peu plus de 350 millions de dollars en quelques années, et dont une part importante avait été affectée aux dépenses militaires, arrivaient à épuisement, et que la deuxième vague était beaucoup moins attractive.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Autre facteur aggravant, les recettes à l'export avaient baissé de 14,8% en 1998-1999, en grande partie du fait de la chute des cours mondiaux du café. Résultat de cette situation dégradée, l'inflation, qui était seulement de 4% en 1998, atteignait 10% pour les deux derniers mois de 1999. Les effets de ce ralentissement étaient cependant encore peu visibles, même si de nombreux projets, notamment dans les travaux publics, avaient été gelés. En effet, un prêt d'une filiale de la Banque Mondiale avait même été débloqué pour financer les études préliminaires à l'ouverture d'une bourse à Addis Abeba.

Enfin, la guerre a permis de poursuivre l'amélioration des relations avec le Soudan, qui a autorisé l'Ethiopie à utiliser Port-Soudan comme alternative à Djibouti pour certaines importations « sensibles ».

Côté érythréen, c'était le début de l'essoufflement. Le tourisme, espoir ultime, ne fonctionnait pas, malgré l'ouverture d'un hôtel cinq étoiles à Asmara. Environ 10% de la population était sous les drapeaux et les ponctions de la guerre fragilisaient le nafka, qui voyait son cours chuter à 7,2 à 8 nafka pour un dollar, voire 9 au marché noir. La guerre avait gelé les perspectives de développement, puisque selon des estimations indépendantes, les dépenses militaires représentaient plus de 20% du budget. La croissance, qui était encore de 4% en 1998, promettait de diminuer fortement.

Toutefois, l'Erythrée, qui avait contracté peu d'emprunts à l'étranger, était loin d'être exsangue. Asmara pouvait toujours compter sur les contributions de la diaspora, soit 400 millions de dollars en 1999. Les experts de la Banque Mondiale reconnaissaient que le potentiel du pays était intact. Le gouvernement italien était prêt à déboursier 150 millions de dollars pour des travaux d'infrastructure, notamment pour la modernisation des ports.

III / 2000

Parallèlement aux grandes offensives de mai, l'année a vu le déclenchement en Ethiopie d'une disette (voir annexe 1) surmédiatisée, qui a eu pour conséquence de débloquer 1,3 million de tonnes d'aide alimentaire, tout en démontrant la vulnérabilité du pays.

La victoire éthiopienne, concrétisée par l'accord de paix du 12 décembre 2000, lui a coûté cher. Non seulement en raison des dépenses militaires, mais surtout en raison

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

de l'inquiétude des investisseurs quant à l'avenir de la paix. L'Ethiopie a affirmé ainsi avoir perdu un milliard de dollars en raison de la suspension des relations des bailleurs de fonds.

Les donateurs, en examinant le budget de novembre, se sont aussi émus des 4,2 milliards de birrs (27% du total) alloués à la défense, estimant le chiffre sous-évalué. Malgré l'optimisme affiché par le ministre des finances Sufian Ahmed, évaluant la croissance à près de 10%, les observateurs restaient donc prudents.

Par ailleurs, l'agriculture (50% du PIB), dont les exportations étaient désormais assurées à 65% par le café et à 15% par le khat, ont enregistré une légère baisse. Le café, en particulier, n'a rapporté que 250 millions de dollars au lieu des 340 millions escomptés. Enfin, les 10% de taxe de guerre sur les importations étaient toujours appliquées six mois après la fin des combats. Les investisseurs étrangers étaient donc au point mort. Restait heureusement l'insaisissable Al Amouhdi, riche homme d'affaires saoudien d'origine éthiopienne, qui a injecté 180 millions de dollars dans les privatisations par l'intermédiaire de sa société Midroc. Le seul grand projet en prévision était donc les travaux du barrage de Tekeze, dans le Tigré, pour un montant évalué à 600 millions de dollars, financés sur fonds propres et qui devaient démarrer vers 2002.

Le cessez le feu est intervenu à temps pour l'Erythrée. Même si les stratèges d'Asmara, par de subtils reculs, ont évité à leur armée l'humiliation d'une défaite militaire totale, les deux années de guerre ont laissé le pays exsangue. Avec une agriculture sinistrée, même si elle ne représentait que 16% du PIB, une industrie en panne et l'activité des ports d'Assab et Massawa au point mort, l'Erythrée devait, une année encore, enregistrer une stagnation de son PIB.

Avec plus de 300 000 personnes sous les drapeaux pour une population de 3,5 millions d'habitants (voir annexe 2), il est clair qu'Asmara devait se résoudre à démobiliser. Dans l'immédiat, cependant, les effets cumulés des dévastations de la guerre, qui touchaient 1,1 millions de personnes, et de la sécheresse, plongeaient le pays dans un véritable marasme.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

3^{ème} Partie : L'Ethiopie en sursis

La guerre n'a rien apporté à l'Erythrée, sinon qu'elle a conservé son indépendance, ce qui a exacerbé le ressentiment du peuple. L'Ethiopie a par contre été revigorée par la guerre, mais les forces de l'Islam, qui trouvent dans les minorités des alliés de circonstance, entendent bien poursuivre le travail de sape. En effet, l'émiettement de l'Ethiopie est leur seule chance d'établir quelques républiques islamiques en lieu et place de ce môle de résistance chrétien.

Chapitre 1 : Place réciproque des deux Etats en tant que puissance

Contrairement à son attente, l'Erythrée est rétrogradée définitivement à un rôle de second plan et se retrouve très isolée sur la scène internationale, tandis que l'Ethiopie a retrouvé son assurance, sa prédominance et est confirmée en tant qu'interlocuteur privilégié dans la Corne de l'Afrique.

I / Des litiges non réglés

Ni la guerre ni l'accord de paix n'ont réglé les litiges entre l'Ethiopie et son ancienne province d'Erythrée. Le cessez-le-feu ne pose pas de problème et la libération des prisonniers de guerre et leur rapatriement, ainsi que celui des populations civiles, doivent avoir lieu relativement rapidement d'après l'accord. En revanche, les origines du conflit, tout d'abord, sont contestées. Chacun des belligérants rejette sur l'autre la responsabilité de l'irruption du conflit. Une commission va tenter de faire la lumière sur ce problème effectivement fort litigieux.

Ensuite, la délimitation des frontières constitue la principale pierre d'achoppement. Les deux pays se disent sûrs de leur bon droit. Pour l'Ethiopie, l'Erythrée a beaucoup plus à perdre dans les négociations, puisqu'elle risque de voir lui échapper des territoires qu'elle administrait avant le conflit et pour lesquels l'Ethiopie se montrait peu regardante jusqu'alors. Pour l'Erythrée cette fois, les territoires en cause

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

sont à elle, voire d'autres qu'elle estime occupés par l'Ethiopie. Sur ce point, l'accord de paix stipule le règlement du conflit à travers la définition et la délimitation de la frontière en accord avec le principe de l'OUA sur l'acceptation des frontières coloniales. Soit dit en passant, ce principe est en complète contradiction avec le soutien de l'ONU à l'autodétermination des peuples. Une commission de cinq membres est actuellement mandatée pour étudier les traités de 1900, 1902 et 1908. Mais l'accord stipule aussi que le cartographe des Nations Unies servira de secrétaire à la commission. Les deux parties avaient donc 45 jours après la date effective de cet accord pour transmettre les cartes ou preuves de leurs allégations. En tout état de cause, la recherche d'une délimitation définitive des frontières est extrêmement compliquée et prendra du temps.

Dernier point, la détermination des pertes et dommages subis par les uns et par les autres, y compris par les résidents et les personnes déplacées, pendant toute la durée du conflit, et l'évaluation des destructions, seront à l'origine de sévères discussions. Seuls les coûts des opérations militaires en sont d'ailleurs exclus.

De toute évidence, ce conflit, d'une rudesse et d'une violence rares, a causé des blessures difficilement cicatrisables, qui se sont ajoutées à celles des trente années de lutte ayant précédé l'indépendance de l'Erythrée. Il reste un travail énorme à accomplir pour les commissaires, cartographes et autres juristes, avant que l'Ethiopie et l'Erythrée ne reprennent un dialogue exempt du poids du sang et du passé. Le premier ministre éthiopien, Méles Zénawi, a déclaré que l'Ethiopie ne reprendra pas des relations bilatérales avec l'Erythrée pour l'instant, ce qui signifie, tant qu'Issayas Afeworki et son gouvernement seront au pouvoir en Erythrée. Un des objectifs de l'offensive éthiopienne, plutôt que de réoccuper Assab, comme l'on suggéré certains observateurs non avertis, était plus probablement de faire tomber le gouvernement érythréen. Ils ont dû s'arrêter avant. La décision est dorénavant entre les mains du peuple érythréen, si son dictateur lui en laisse l'opportunité.

II / Relations avec les Etats frontaliers

Parmi les dix pays riverains du Nil, dont l'Erythrée et l'Ethiopie, et signataires de l'Initiative Bassin du Nil, les pays en amont du fleuve n'ont pas été, jusque là, les

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

principaux bénéficiaires, mais poussés par les exigences économiques et sociales de leurs populations, ils posent désormais leurs conditions. Réunis à Genève en juillet 2001 dans le cadre du Consortium International pour la Coopération sur le Nil, qui inclut des représentants de la communauté internationale et des organismes financiers, ils s'emploient à prévenir des conflits à l'échelle de l'Afrique.

Les investissements aussi seront à l'échelle de l'Afrique, puisque l'on parle de plusieurs milliards de dollars, pour les vingt ans à venir. La Banque Mondiale affirme qu'elle soutiendra les projets qui entrent dans le cadre d'une véritable coopération régionale. L'Egypte, le Soudan et l'Ethiopie viennent de donner un exemple de ces coopérations possibles au sein du Plan d'Action du Sous-bassin du Nil Est, avec l'ouverture d'un bureau de coordination à Addis Abeba. Ils ont pris des initiatives pour prévenir les inondations et pour la mise en œuvre de projets hydroélectriques communs au Soudan et à L'Ethiopie.

L'Erythrée voulait, de son côté, montrer son engagement au côté des Occidentaux et a perdu du crédit. Elle risque bien d'être le grand perdant dans les retombées financières liées à ces projets d'infrastructure.

En portant notre regard un peu plus loin, nous pouvons constater que les Soudanais, sous les pressions américaines qui font la chasse aux Etats terroristes, sont en train d'abandonner la notion de république islamique pour une approche fédérative, avec plus d'autonomie accordée à la minorité chrétienne du Sud. Ce revirement va rapprocher Khartoum et Addis-Abeba. Elles y ont bien évidemment intérêt dans le cadre des négociations sur les eaux du Nil.

La Somalie, qui a implosé, est quant à elle hors jeu pour au moins vingt ans, jusqu'à ce que la toute puissance des castes s'estompe et qu'un pouvoir central se recompose.

Enfin, à Djibouti, se placent de nouveaux acteurs européens, avec des intérêts britanniques et allemands renouvelés.

III / Relations avec les autres pays

Plus largement encore, l'Erythrée a signé en avril 1999 un pacte de paix avec le Congo, l'Ouganda et le Tchad. Mais le litige sur les îles Hanish a failli la précipiter dans un conflit ouvert avec le Yémen, affaire qui a laissé des traces encore vivaces.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

De son côté, l'Italie, qui tente de profiter du désintérêt américain pour revenir dans des contrées naguère convoitées, a proposé, en tant qu'ancien pays colonisateur, de fournir des cartes et des informations pertinentes pour faciliter la négociation dans la résolution du conflit. Son jeu n'est pas très clair, comme le montre l'arrestation en Erythrée de deux journalistes italiens accusés d'espionnage en 1994.

Chapitre 2 : Des bilans politico - économiques contrastés

Malgré le désastre économique partagé en Erythrée comme en Ethiopie, cette dernière a néanmoins un potentiel territorial et démographique pour se relever rapidement, que son faible voisin n'a pas. L'Ethiopie a su ne pas aller trop loin en n'essayant pas, à la faveur de sa victoire militaire de 2000, de contester l'indépendance érythréenne, ni de s'approprier les ports érythréens. Ce potentiel donc, associé à la volonté éthiopienne d'ouvrir la voie, pas encore à la démocratie, mais à un assouplissement du régime qui en donne la direction, lui a assuré les bonnes grâces des Etats-Unis impatients de retrouver un allié fiable dans la région.

I / En Erythrée

Sur le plan politique, Issayas Afeworki poursuit avec l'autoritarisme. N'ayant pu fédérer le pays par la guerre contre l'Ethiopie, il tente d'asseoir son pouvoir par des mesures de moins en moins acceptées, y compris par les jeunes étudiants jusqu'ici solidaires du président, qui se voient embrigadés dans des camps de travaux d'été obligatoires aux conditions de vie très dures.

Il n'accepte pas la contradiction, démet de leurs fonctions ceux qui osent se plaindre, y compris ses anciens compagnons de combat. Après le limogeage de deux vétérans de la lutte de libération, les ministres Hailé Woldensae et Petros Solomon, le nettoyage a continué avec la révocation du plus haut magistrat de la cour suprême, Teame Beyene, qui avait osé évoquer les pressions de la présidence sur la justice.

Sur un autre plan, avec l'accession à l'indépendance par rapport à l'Ethiopie en 1993, l'Erythrée a fait face aux problèmes économiques des pays petits et

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

désespérément pauvres. Aujourd'hui, son économie (voir annexe 9) est largement fondée sur l'agriculture de subsistance, 80% de la population étant impliquée dans les cultures ou l'élevage. Le petit secteur industriel consiste principalement en des industries légères aux technologies démodées. Le PIB est dopé par les apports des travailleurs expatriés. Les revenus du gouvernement proviennent de taxes sur les importations et sur les échanges. La construction de routes est la priorité.

Pour le long terme, l'Erythrée pourra bénéficier du développement pétrolier offshore grâce aux gisements découverts le long de ses côtes, de la pêche et du tourisme. L'avenir de l'économie érythréenne dépend de sa capacité à gérer les problèmes socio-économiques fondamentaux, en réduisant l'illettrisme, en faisant la promotion de la création d'emplois alors qu'un érythréen sur deux est au chômage, en attirant les capitaux étrangers (l'Erythrée est le parent pauvre des efforts internationaux à la reconstruction, comparé à l'Ethiopie) et en réduisant la bureaucratie. Reste aussi à déminer les terres de nombreuses fermes et à retrouver du trafic pour ses ports toujours au point mort.

Il faudrait deux milliards et demi de dollars pour reconstruire le pays, mais l'Erythrée a toujours eu plus de facilité à trouver des fonds pour l'armement que pour le développement, sans compter que ce pays a depuis son accession à l'indépendance une armée totalement disproportionnée par rapport au volume de sa population. Il se trouve aussi que ce pays a été un peu oublié par les bailleurs de fonds, puisque à part l'aide alimentaire dont 40% de la population ne peut se passer, la communauté internationale donne peu. En effet, l'Ethiopie, qui est plus grande, plus proche culturellement de l'Occident, présente un plus gros potentiel et donc assure de meilleurs espoirs de stabilisation dans la région pour endiguer et contrer les turbulences fondamentalistes soudanaises, récolte la majeure partie des aides à la reconstruction.

L'Erythrée est donc aujourd'hui sinistrée, et ne semble pas sur le point d'obtenir les aides nécessaires à son rétablissement avant longtemps.

II / En Ethiopie

L'économie éthiopienne d'après-guerre (voir annexe 10) est toujours basée sur l'agriculture, qui compte pour la moitié de son PIB, représente 90% de ses exportations

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

et 80% des emplois. Le secteur agricole souffre principalement de manque de productivité et près de 4,6 millions de personnes ont besoin d'assistance alimentaire chaque année. D'après une estimation récente, le café contribue à hauteur de 10% au PIB, faisant vivre un quart de la population. Les autres exportations se résument à du bétail sur pied, de l'or et du khat. En 1999, un contrat de 1,4 milliard de dollars a été signé pour la mise en valeur d'un gisement de gaz naturel estimé à 35 milliards de mètres cubes dans la région somali de l'Ogaden. Il existe aussi un projet de gazoduc vers Harare, au Zimbabwe, où une raffinerie pourra être construite.

La guerre avec l'Erythrée a obligé le gouvernement à renforcer largement le budget des armées et à stopper des plans de développement ambitieux. De nombreuses routes, notamment pour faire face à la dérivation du trafic commercial d'Assab vers Djibouti et le Kenya, et autres infrastructures précédemment négligées, ont à cette occasion été construites, mais de manière inégale en fonction des régions. La remise en état de l'économie éthiopienne dépend aussi fortement des facteurs naturels, la sécheresse minant les efforts visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire.

L'Ethiopie, une fois son budget militaire rééquilibré, pourra donc relancer le plan de modernisation du pays, avec l'appui des investissements internationaux.

Chapitre 3 : La manœuvre islamique sous-jacente

L'Ethiopie est à la fois menacée à l'extérieur et à l'intérieur de ses frontières. A l'extérieur, elle reste la puissance à décapiter pour permettre à l'Islam de poursuivre son expansion (voir annexe 11). A l'intérieur, le pouvoir central, en apparence revigoré, a lâché du lest avec la nouvelle constitution, allant dans le sens des minorités qui risquent d'en vouloir plus.

I / Une mouvance islamique omniprésente

L'Islam est à l'œuvre, de manière de plus en plus visible, sûr du temps qui passe et décidé à s'imposer. Parler de la menace fondamentalisme islamique est une réduction et une approximation peu objective, car les musulmans adoptent tous les mêmes écrits

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

et références, sans critique. C'est tout l'Islam qui peut à chaque instant adopter une posture fondamentaliste, et représente donc une menace en Ethiopie comme dans toute la Corne de l'Afrique (voir annexe 12).

Les musulmans à l'origine de la sécession de l'Erythrée

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, alors que le sort de l'ancienne colonie italienne d'Erythrée commençait à être discuté, les pays arabes, voyant dans ce pays et dans son importante population musulmane une extension du monde arabe, ont fait pression pour son accession à l'indépendance. Quand l'empereur d'Ethiopie remplaça l'Arabe par le Amhara en 1955, il commisit un crime que les musulmans ne pouvaient tolérer. Ce fut le début d'une rébellion larvée, marquée par la constitution au Caire de l'ELM en 1958. Il fut supplanté en 1960 par un autre mouvement musulman, l'ELF, qui recevait des subsides irakiens et syriens, et entama la lutte armée sur le territoire érythréen dès 1966. L'ELF a ensuite donné naissance, par luttes intestines ou scission entre musulmans et non-musulmans, au PLF en 1970, puis à l'EPLF en 1972, et pour finir l'ELF-PLF en 1976.

Les musulmans ont donc été les acteurs très actifs et intéressés pour l'accession à l'indépendance de l'Erythrée. A leur grand désespoir, ils n'ont cependant pu établir un régime islamique, bien qu'ils aient réussi à replacer l'Arabe comme langue officielle, ce qui a incité un certain nombre d'entre eux à poursuivre la guerre sainte, à partir du Soudan, contre leurs anciens alliés de circonstance. Cela a amené l'Erythrée à mener des opérations au Sud Soudan, au plus grand agacement de Khartoum.

Après avoir reproché au gouvernement de Khartoum de donner asile à l'opposition érythréenne et de soutenir les rebelles islamiques du « Jihad Eritrea » ou « Eritrean Islamic Jihad », peu empressés de reconnaître le régime d'Issayas Afeworki et soupçonnés d'être responsables de nombreux incidents frontaliers, l'Erythrée a dû cependant mettre un terme au conflit qui l'opposait à son voisin soudanais, en signant en mai 1999 un accord prévoyant le rétablissement de leurs relations économiques. Le prix de cette concession se fera sentir dans les années à venir.

Une forte présence en Ethiopie-Erythrée

L'Ethiopie compte 45 à 50% de musulmans contre 35 à 40% de chrétiens orthodoxes. Les musulmans sont principalement représentés par les Somalis et les Oromos. D'autres groupes, comme les Afars, les Argobbas, Hareris, Sahos et les

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

groupes de langue tigré, comptent de nombreux musulmans. On les retrouve aussi un peu parmi les Sidamos et les Gouragués. A noter que dans le Nord, l'Est et certaines parties du Sud de l'Ethiopie, les musulmans encerclent complètement les chrétiens orthodoxes, dont la zone d'influence est peu à peu réduite.

Les musulmans sont majoritaires à 60% en Erythrée, et ne tarderont sans doute pas à gagner le pouvoir dans quelques années, au prix certainement d'une guerre intérieure.

D'après le général Salvan, « il existe des musulmans modérés, l'Islam n'est pas une religion modérée ». Ce poids de l'Islam, tant en Ethiopie qu'en Erythrée, c'est avant tout le poids d'une culture. Examinons le cas de cette dernière. Le retour à la paix a souvent signifié le retour aux anciennes habitudes en Erythrée. Après avoir été très appréciées comme combattantes, les femmes, de retour dans leurs villages (80% étaient d'origine rurale), se sont heurtées à deux difficultés douloureuses.

Tout d'abord, beaucoup de familles traditionnelles n'ont pas accepté le départ sans autorisation de leurs filles. Ainsi, les mariages mixtes chrétiens-musulmans contractés pendant la guerre ont souvent été rejetés et les volontés d'indépendance sanctionnées. Plus grave encore, les cas se sont multipliés de combattants qui ont quitté les femmes qu'ils épousèrent dans le maquis pour pouvoir faire un mariage traditionnel, c'est à dire arrangé par les familles.

L'autre déconvenue a concerné l'accès à la terre et au travail. En 1994, le jeune gouvernement érythréen a promulgué une loi selon laquelle la terre devait être distribuée à chaque citoyen de plus de dix-huit ans à des fins de résidence ou de travail. Dans la pratique, les conseils de village chargés de la répartition ont dénié ce droit aux femmes à leur retour du front. Parallèlement, les ex-combattants soi-disant prioritaires à l'embauche se sont vus refuser des postes, car les artisans, commerçants et industriels sont réticents à employer des gens réputés « rebelles », c'est à dire peu disposés à accepter de trop mauvaises conditions de travail.

Pour raisons de guerre, et par besoins de combattants (les femmes ont représenté un quart des effectifs), les autorités érythréennes ont dû s'appuyer sur une large participation de tous. Cela impliquait de briser les barrières entre les sexes, les religions, les nationalités et de jeter les bases d'une véritable transformation sociale, en opposition avec la société traditionnelle.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Les populations musulmanes furent particulièrement scandalisées de voir des femmes sortir de chez elles et porter les armes, et ont eu à cœur de reprendre la situation en main à la fin du conflit avec l'Ethiopie.

La logique dominatrice musulmane

Ibn Warraq a montré que « la nature totalitaire de l'Islam n'est nulle part plus apparente que dans le concept de Jihad, la guerre sainte, dont le but final est de conquérir le monde entier et de le soumettre à la seule vraie religion, à la loi d'Allah. A l'Islam seul est donnée la vérité. Hors de l'Islam, point de salut ! Pour tout musulman, c'est un devoir sacré, une obligation religieuse établie dans le Coran et dans les traditions que de porter l'Islam à toute l'humanité. Le Jihad est une institution divine, décrétée dans le but de faire progresser l'Islam. Les musulmans doivent se battre et tuer au nom d'Allah ».

Divisés en confréries rivales, les musulmans soutiennent aujourd'hui le gouvernement érythréen dans leur majorité, même si l'on a bien vu que certains ne sont pas insensibles au fondamentalisme de Khartoum. En échange de ce soutien, l'Arabe est l'une des deux langues officielles, avec le Tegrénia. Cette institution de l'Arabe est sans doute le début d'un lent processus qui va voir l'effacement des cultures non musulmanes, comme cela s'est déjà passé dans d'autres pays passés sous la férule de l'Islam. Citons l'exemple des Perses, des Syriens, des Berbères, des Hindous pakistanais, des Egyptiens qui n'ont redécouvert leur passé glorieux qu'à la fin du 19^e siècle, et de tous les autres peuples soumis par les guerres saintes successives.

Les musulmans sont majoritaires en Erythrée et le sont peut-être déjà en Ethiopie. Il faut bien garder à l'esprit que l'Islam est incompatible avec la démocratie (voir annexe 4). La démocratie n'est pas l'imposition de la volonté des plus nombreux, mais le respect et la protection des minorités. La loi islamique, au contraire, ne tolère la manifestation d'aucune autre religion, et tend même à en éradiquer les pratiquants. Il est donc aisé de prédire que les musulmans finiront par vouloir ce qu'ils estiment être leur droit de vivre dans un Etat islamique, au détriment de la paix qui vient de se rétablir, et au détriment des autres populations, qui n'auront le choix qu'entre se soumettre, se convertir ou mourir.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

II / L'Ethiopie, cœur chrétien assiégé

L'Ethiopie résiste, gagne le soutien financier et politique des Etats-Unis, mais est plus un môle de résistance encerclé qu'un barrage endiguant l'islamisme.

Un cœur chrétien historique

L'Ethiopie est l'héritière d'un empire du milieu biblique, une île de hautes terres densément peuplée (90% de la population sur 60% du territoire, au-dessus de 1800 mètres). Ce bastion chrétien, terre sainte du Peuple Elu, Nouvel Israël, est entouré de musulmans, hostiles par définition, qui vivent dans « l'enfer torride » des basses terres. L'une des constantes de la politique éthiopienne a toujours été de rompre cet isolement pour s'allier avec les nations de culture chrétienne d'Europe puis du monde. Les Ethiopiens peuvent s'enorgueillir à la fois d'une histoire biblique, puisque la visite de la reine de Saba au roi Salomon y aurait eu lieu voilà trois mille ans, mais aussi de leur résistance à la colonisation. La culture éthiopienne, seule culture écrite africaine au Sud du Sahara, s'enracine dans une théologie politique, un messianisme inscrit dans le long terme. L'histoire n'est ainsi qu'un retour cyclique d'épreuves qui affermissent génération après génération le Peuple Elu dans la fidélité de sa mission.

L'Ethiopie est donc un Etat dont la partie centrale constitue depuis des siècles un bastion chrétien (Eglise orientale orthodoxe) dans le Nord-est de l'Afrique. Au terme d'une longue guerre intérieure, la réduction de territoire due à la sécession de l'Erythrée ne paraît pas très considérable par rapport à sa superficie totale. En vérité, cette diminution a traduit un changement géostratégique d'importance, puisque que l'Ethiopie a été privée de son seul accès à la mer. Il s'agit en fait d'un problème géopolitique qui a plus d'un siècle et de l'aboutissement d'une guerre de plus de trente ans, y compris l'épisode de 1998-2000 entre l'Ethiopie et l'Erythrée, le tout risquant de surcroît d'avoir provoqué la dislocation de l'Ethiopie tout entière.

Politique US dans la corne de l'Afrique et manœuvres italiennes en Erythrée

Cette guerre des cousins a représenté un grave danger pour la stratégie américaine dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs, stratégie visant au développement d'un front anti-soudanais et à contrer les tentatives d'influence

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

libyennes. Depuis l'indépendance de l'Erythrée, cette stratégie s'est construite autour de deux axes.

Le premier a consisté à s'opposer aux visées arabes de contrôle des côtes érythréennes, de manière, plus largement, à garantir à Israël que les Arabes ne contrôlent pas la Mer Rouge.

Le second s'est traduit par un effort constant pour isoler, contenir et si possible détrôner le Front National Islamique au pouvoir à Khartoum. En effet, tant que Washington a considéré le Soudan comme un Etat terroriste, la politique régionale américaine s'est concentrée à orchestrer une coalition anti-soudanaise fondée sur l'Erythrée, l'Ethiopie et l'Ouganda, les trois ayant des raisons propres pour cet endiguement du Soudan.

Cette politique s'est effondrée quand l'Erythrée et l'Ethiopie sont entrés en guerre, chacun tentant de rallier le soutien du Soudan.

Les Etats-Unis ont à présent rectifié leur action (voir annexe 14). L'implantation au Kenya continue d'être valorisée, pour servir de plate-forme pour le contrôle aérien de la région. Parallèlement, l'Erythrée est quelque peu délaissée, pour associer une aide économique (voir annexe 3) et militaire conséquente au potentiel démographique de l'Ethiopie, de manière à disposer des forces de contrôle terrestre de la Corne de l'Afrique.

Islam actif au Soudan, en Somalie: la logique impérialiste musulmane

Dans une Somalie livrée à l'anarchie, des imams venus du Pakistan ont fondé des mosquées, dotées d'épicerie et de dispensaire médical. Ils apparaissent donc comme des protecteurs, offrent d'ultimes refuges, et en profitent pour prêcher un Islam intégriste qui peut facilement apparaître comme la solution aux pauvres gens illettrés et incultes.

Le jour où l'on verra un Etat en Somalie, il se produira par la fusion des administrations régionales, dans quinze ou vingt ans, et ce sera un Etat sérieux. Mais ce sera un Etat dangereux, probablement fondamentaliste. Recherchant une alliance avec le Soudan, il pourrait alors s'impliquer plus concrètement pour aider les somalis d'Ethiopie soumis à un gouvernement impie, dans le but de faire tomber ce pôle de résistance à l'Islam.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Au Soudan, la lutte pour chasser les chrétiens (voir annexe 13) des zones pétrolifères du Sud (voir annexe 15), avec la complicité et parfois le concours de grandes sociétés pétrolières internationales, se poursuit, même si on a vu que la situation pourrait évoluer. Mais l'influence du Soudan se prolonge en Ethiopie où il soutient des groupes fondamentalistes musulmans qui désirent y établir un Etat islamique.

III / La stratégie du grignotage : vers de prochaines sécessions

Les minorités musulmanes, fortes de leur bon droit au regard de leur religion ou de l'appui de l'ONU à l'autodétermination des peuples, agissent pour faire éclater l'Ethiopie. La victoire face à l'Erythrée a pu calmer certaines ardeurs, avec une puissance centrale restaurée, mais l'exemple de l'indépendance érythréenne sauvegardée, allié à l'élargissement de l'autonomie ethnique par la nouvelle constitution éthiopienne, a déjà fait son chemin dans les esprits.

Problèmes des minorités

Il apparaît que le gouvernement de Meles Zenawi essaie sincèrement d'unir les divers peuples d'Ethiopie sous un régime démocratique. Après des années de guerre et de lois répressives, ces gens veulent vivre en paix et aspirent au développement de leurs régions.

Dans une tentative pour prendre en compte les aspirations d'autonomie, la nouvelle constitution a divisé l'Ethiopie en régions basées sur l'ethnicité, ce qui pourrait à terme accentuer les divisions. De plus, Meles Zenawi a tenté de former un gouvernement qui soit ethniquement diversifié. Cette tendance a donné de l'importance à l'identification ethnique et le manque d'expérience dans les affaires d'Etat pourrait bien amener les ethno-politiciens à exploiter leur origine ethnique pour gagner ou consolider leur pouvoir dans le nouvel Etat fédéral éthiopien.

Il y a toujours une opposition à son régime, des plaintes par rapport à un processus électoral qui n'aurait pas été libre et de bonne facture, et encore des remous pour plus d'autonomie dans les régions. Il y a par exemple au sein de l'opposition un vieux noyau Amhara dont le désir est de reprendre le contrôle de l'Ethiopie, comme au temps des empereurs. Un autre segment de l'opposition est Oromo, qui voudrait une Ethiopie dominée par les Oromos, ce qui n'a jamais eu lieu. Un second groupe Oromo

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

désire simplement l'éclatement du pays en quatre ou cinq petits Etats, pour pouvoir établir des républiques islamiques dans quelques-uns. Dernier exemple, le cas de petits groupes ethniques du Sud, comme les Gouragués, qui trouvent leur situation économique traditionnelle maltraitée par l'Etat actuel.

Globalement, l'Ethiopie semble ainsi sur le chemin de la transition démocratique. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement est contraint d'agir sans mesure pour expulser des musulmans intégristes qui ont tenté d'enrôler les Somalis dans une guerre sainte contre l'Etat.

Risque d'éclatement

Les activités des Etats voisins ne cessent par ailleurs d'influencer les relations entre les groupes ethniques d'Ethiopie.

Par exemple, les Afars ont des groupes armés aussi bien en Ethiopie qu'un Erythrée, et même à Djibouti jusqu'à récemment, et ils opèrent à partir de pays riverains régulièrement. S'ils sont soumis à des tensions dans un pays, celles-ci se propagent alors dans les autres.

Les Somalis restent un groupe à risque du fait de leur histoire d'opposants à l'Etat éthiopien et parce que la démocratie est encore trop récente. La paix civile n'est donc pas assurée. La région Somali, comme les autres, a besoin de développement, tandis que des désastres naturels continuent de provoquer famine et misère.

Si les difficultés économiques persistent et si les groupes ethniques pensent qu'ils sont négligés dans de futurs gouvernements démocratiquement élus (on a déjà vu l'incompatibilité Islam/démocratie), ils pourraient prendre les armes à nouveau.

Mais la principale menace, tant pour le peuple Somali que pour l'Etat, est à présent l'Islam fondamentaliste soutenu par la Somalie et le Soudan, avec en toile de fond l'omniprésence des pays arabes. L'Islam fondamentaliste, et spécialement « al Itihad al Islam », tente de lancer une guerre sainte contre l'Etat éthiopien, et cela risque d'affecter les Somalis négativement car ils sont musulmans et parce qu'ils ont une longue frontière avec la Somalie où est basée « al Itihad ». En ce moment, l'Ethiopie mobilise des forces importantes pour éradiquer cette menace. Les Somalis pourraient très bien basculer dans la guerre contre le gouvernement central, si le nombre des victimes civiles venait à augmenter, que cela soit du fait des forces gouvernementales ou des islamistes.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Promotion de l'autodétermination et de l'indépendance par les Nations unies

Pendant ce temps, plutôt que de mettre la priorité au renforcement des Etats existants, en favorisant une représentation démocratique des minorités, l'ONU fait la promotion de l'autodétermination et de l'indépendance, prenant le risque de favoriser des conflits partout où les Etats sont de populations hétérogènes.

Les minorités Oromo, Afar et Somali qui habitent dans le Sud et l'Est de l'Ethiopie continuent de proclamer que leur droit à l'autodétermination est violé par la subordination au pouvoir central. Tous les Etats de la région, que ce soit le Soudan, l'Ethiopie, l'Erythrée ou la Somalie, accusent les autres d'apporter un appui militaire et politique aux rebelles que les gouvernements combattent. Si cette situation perdure, cela pourrait fort bien dégénérer, non pas seulement en conflits internes ou guerres civiles, mais aussi en de nouveaux conflits inter-étatiques.

Conclusion

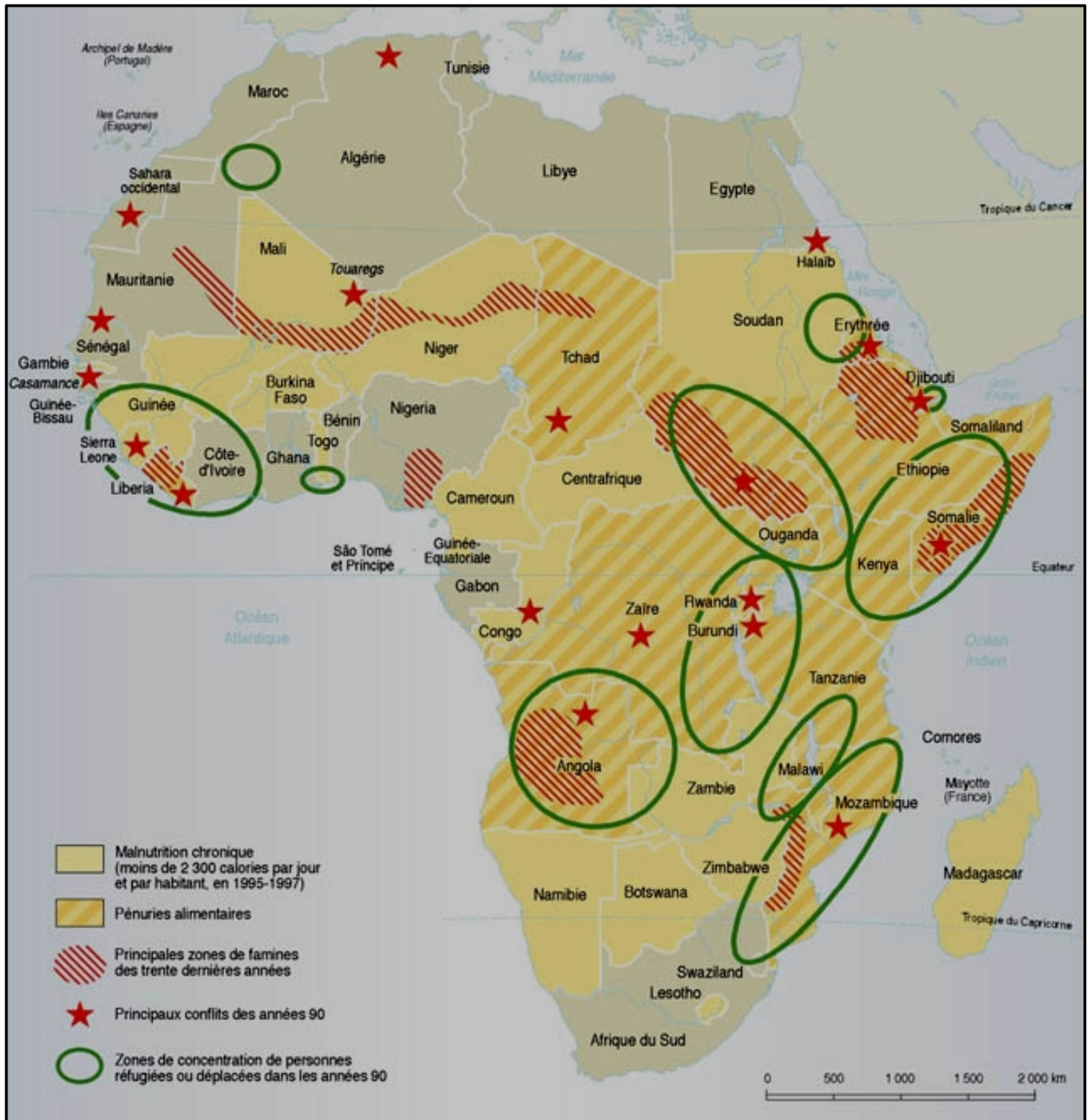
La sécession de l'Erythrée, fruit de l'interventionnisme extérieur, a amputé l'Ethiopie de son accès à la mer, quand en d'autres temps on avait créé le couloir de Dantzig. L'Erythrée, héritière d'une vision mégalomane, ne s'arrête pas là, mais tente de ravir à son ancienne mère patrie, sa position de puissance régionale, tout en espérant conserver ses faveurs économiques. Cette politique irréaliste, qui a largement sous-estimé la volonté éthiopienne, a abouti à la guerre, puis à la défaite et à la ruine de l'Erythrée.

L'indépendance de cette dernière n'a jamais été en cause depuis sa sécession de l'Ethiopie. Son agressivité a bel et bien été laminée, même si l'instigateur de cette agitation est toujours au pouvoir. Il n'avait pourtant sans doute pas l'intention de démembrer son géant de voisin. La paix a été signée, peut sembler précaire, mais on ne peut raisonnablement accuser l'Erythrée, exsangue, de vouloir entretenir la guerre. Pourtant, cette guerre de moins de deux ans, qui n'est qu'un épisode dans une lutte historique au sein de la Corne de l'Afrique, a contraint le pouvoir central éthiopien à relâcher un peu plus son contrôle sur ses régions, par le biais d'une constitution évoquant le fédéralisme. Cette fragilisation favorise évidemment les visées islamiques d'expansion, par l'adoption de la « Charia » partout où l'occasion se présente.

La seule chance de sauver l'Ethiopie et par-là l'équilibre de la région, est d'y établir au plus tôt une économie prospère, qui calme les revendications indépendantistes fondées sur l'inégalité économique et l'opportunisme de leaders régionaux. C'est ce que les Etats-Unis ont compris et entrepris. L'Erythrée n'a, dans ce contexte, que peu d'aide à espérer, au regard du rôle qu'on lui accorde encore, c'est à dire aucun.

L'un des problèmes pour l'Ethiopie, qui pourrait devenir le bras armé des américains dans la région pour endiguer le danger soudanais, restera d'occuper son armée, garante des institutions et reconstruite pour un coût estimé à trois milliards de dollars. Peut-être trouvera-t-elle, à défaut de pouvoir intervenir directement au Soudan qui semble d'ailleurs vouloir se montrer plus tolérant vis à vis des minorités, un dérivatif dans la lutte contre le fondamentalisme islamique en Somalie, avant que les clans ne se réunifient par la fusion progressive des différentes administrations régionales.

Annexe 1 : carte alimentaire d'Afrique



Annexe 2 : Le continent africain en chiffres

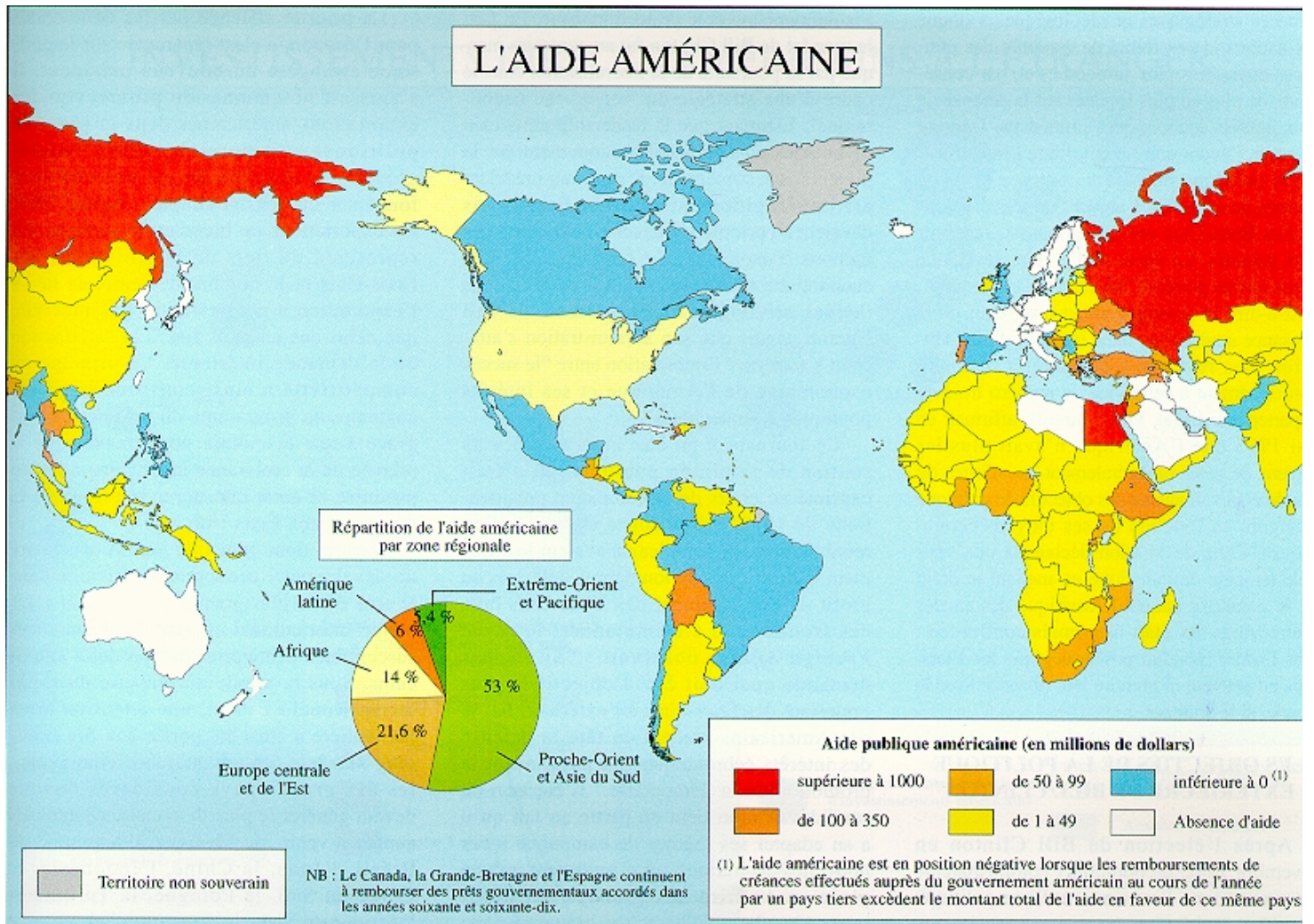
| Etats | Superficie (km ²) | Population (millier hab.) | Population | | Période de doublement de la population (en année) | PNB par hab. (1995, en dollars) | Rang dans le monde (PNB global) | Secteurs économiques (% du PNB) | | |
|-----------------------|----------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------------|--|--|---|------------------------------------|-----------------------|----------|
| | | | Urbaine (en %) | Rurale (en %) | | | | Agriculture et pêche | Mines et industrie | services |
| Afrique du Sud | 1 221 037 | 43 342 | 51 | 49 | 27 | 3 160 | 29 | 5 | 42 | 53 |
| Algérie | 2 381 741 | 29 475 | 55 | 45 | 29 | 1 590 | 48 | 13 | 47 | 40 |
| Angola | 1 246 700 | 11 567 | 32 | 68 | 22 | 410 | 106 | 12 | 59 | 29 |
| Bénin | 112 622 | 5 721 | 43 | 57 | 25 | 300 | 134 | 34 | 16 | 50 |
| Botswana | 600 372 | 1 519 | 28 | 72 | 26 | 3 020 | 108 | 5 | 46 | 49 |
| Burkina Faso | 274 200 | 11 090 | 27 | 73 | 25 | 230 | 130 | 34 | 27 | 39 |
| Burundi | 27 834 | 6 382 | 8 | 92 | 22 | 160 | 155 | 56 | 18 | 26 |
| Cameroun | 475 442 | 13 938 | 45 | 55 | 25 | 650 | 84 | 29 | 33 | 38 |
| Cap-Vert | 4 033 | 406 | 30 | 70 | 19 | 950 | 168 | 15 | 19 | 66 |
| Centrafricaine (Rép.) | 622 984 | 3 417 | 40 | 60 | 33 | 340 | 151 | 51 | 20 | 29 |
| Comores | 1 862 | 653 | 31 | 69 | 20 | 390 | 178 | 39 | 11 | 50 |
| Congo | 342 000 | 2 745 | 50 | 42 | 24 | 690 | 139 | 10 | 38 | 52 |
| Congo (ex-Zaïre) | 2 345 409 | 48 212 | 28 | 72 | 22 | 120 | 100 | 30 | 17 | 45 |
| Côte-d'ivoire | 322 462 | 14 344 | 45 | 55 | 24 | 680 | 80 | 31 | 20 | 49 |
| Djibouti | 23 200 | 633 | 17 | 83 | 30 | 600 | 169 | 3 | 15 | 82 |
| Égypte | 1 001 450 | 64 460 | 42 | 50 | 25 | 730 | 47 | 20 | 21 | 59 |
| Érythrée | 117 400 | 3 393 | 22 | 78 | 23 | 180 | 160 | 11 | 20 | 69 |
| Éthiopie | 1 096 900 | 60 314 | 15 | 85 | 48 | 100 | 98 | 57 | 10 | 33 |
| Gabon | 267 667 | 1 137 | 46 | 54 | 29 | 3 490 | 116 | 9 | 55 | 36 |
| Gambie | 11 295 | 1 172 | 27 | 73 | 23 | 320 | 171 | 28 | 15 | 57 |
| Ghana | 238 537 | 10 340 | 36 | 64 | 27 | 390 | 93 | 46 | 16 | 38 |
| Guinée | 245 860 | 7 691 | 27 | 73 | 30 | 490 | 120 | 24 | 31 | 45 |
| Guinée-Bissau | 36 125 | 1 113 | 19 | 81 | 27 | 250 | 175 | 46 | 24 | 30 |
| Guinée-Équatoriale | 28 051 | 420 | 27 | 73 | 27 | 530 | 181 | 50 | 5 | 45 |
| Kenya | 582 646 | 20 464 | 27 | 73 | 22 | 280 | 86 | 29 | 17 | 54 |
| Lesotho | 30 355 | 2 130 | 25 | 75 | 28 | 750 | 145 | 10 | 56 | 34 |
| Liberia | 111 369 | 2 374 | 30 | 70 | 23 | 240 | 163 | 30 | 30 | 40 |
| Libye | 1 759 540 | 5 785 | 87 | 13 | 21 | 4 330 | 59 | 8 | 53 | 39 |
| Madagascar | 587 041 | 15 847 | 24 | 76 | 22 | 210 | 123 | 34 | 13 | 53 |
| Malawi | 118 484 | 10 020 | 13 | 87 | 22 | 170 | 144 | 42 | 27 | 31 |
| Mali | 1 240 000 | 11 484 | 25 | 75 | 23 | 220 | 131 | 46 | 13 | 41 |
| Maroc(1~ | 710 850 | 27 527 | 49 | 51 | 32 | 1 110 | 54 | 18 | 33 | 49 |
| Maurice (lie) | 2 040 | 1 141 | 45 | 55 | 48 | 3 420 | 114 | 9 | 33 | 58 |
| Mauritanie | 1 032 455 | 2 394 | 53 | 47 | 22 | 460 | 154 | 27 | 30 | 43 |
| Mozambique | 783 030 | 18 349 | 35 | 65 | 27 | 80 | 147 | 33 | 12 | 55 |
| Namibie | 824 292 | 1 615 | 39 | 61 | 23 | 2 020 | 127 | 14 | 29 | 57 |
| Niger | 1267 000 | 9 790 | 23 | 77 | 22 | 210 | 136 | 39 | 18 | 43 |
| Nigeria | 923 768 | 118 416 | 39 | 61 | 22 | 250 | 57 | 43 | 27 | 30 |
| Ouganda | 236 036 | 20 839 | 12 | 88 | 19 | 240 | 104 | 50 | 14 | 36 |
| Rwanda(2) | 26 338 | 5 619 | 10 | 90 | 21 | 220 | 150 | 37 | 17 | 46 |
| São Tomé e Príncipe | 1 000 | 139 | 49 | 51 | 27 | 340 | 190 | 70 | 5 | 25 |
| Sénégal | 196 722 | 8 758 | 43 | 57 | 23 | 610 | 101 | 20 | 18 | 62 |
| Seychelles | 453 | 75 | 59 | 41 | 47 | 6 670 | 166 | 5 | 17 | 78 |
| Sierra Leone | 71 740 | 4401 | 38 | 62 | 27 | 180 | 159 | 42 | 27 | 31 |
| Somalie | 637 657 | 10 165 | 26 | 74 | 23 | 140 | 146 | 65 | 9 | 26 |
| Soudan | 2 505 813 | 27 888 | 26 | 74 | 24 | 280 | 87 | 40 | 10 | 50 |
| Swaziland | 17 363 | 906 | 34 | 66 | 27 | 1 230 | 152 | 9 | 29 | 62 |
| Tanzanie | 945 087 | 31 592 | 24 | 76 | 27 | 120 | 117 | 58 | 17 | 25 |
| Tchad | 1 284 000 | 6 700 | 22 | 78 | 28 | 180 | 149 | 44 | 22 | 34 |
| Togo | 56 785 | 4 320 | 32 | 68 | 23 | 310 | 148 | 38 | 21 | 41 |
| Tunisie | 163 610 | 9 328 | 57 | 43 | 37 | 1 820 | 66 | 12 | 29 | 59 |
| Zambie | 752 614 | 8 474 | 51 | 49 | 19 | 450 | 118 | 22 | 40 | 38 |
| Zimbabwe | 390 361 | 11 694 | 31 | 69 | 24 | 530 | 96 | 15 | 36 | 49 |

1.Y compris le Sahara Occidental. 2. Données antérieures à la guerre civile de 1994.

Source : Bordas 1999

Annexe 3 : L'aide américaine

Répartition de l'aide publique au développement en 1996



Annexe 5 : Résolution 390 des Nations-Unies

TITRE : LA RESOLUTION 390 (V) DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE NATIONS-UNIES RELATIVE A L'ERYTHREE. 2 DECEMBRE 1950.

Attendu qu'en vertu du paragraphe 3 de l'Annexe XI du Traité de paix de 1947 avec l'Italie, les puissances intéressées sont convenues d'accepter la recommandation de l'Assemblée Générale sur le sort des anciennes colonies italiennes en Afrique et de prendre les mesures appropriées pour les mettre a exécution.

Attendu qu'en vertu du paragraphe 2 de cette Annexe XL, le sort de ces colonies doit être réglé en tenant compte des aspirations et du bien-être des habitants, ainsi que des exigences de la paix et de la sécurité, et en prenant en considération les vues des gouvernements intéressés.

En conséquence :

L'Assemblée Générale tenant compte des rapports de la Commission des Nations Unies pour l'Erythrée et la Commission intérimaire, et, tenant compte:

- a) Des aspirations et du bien-être des habitants de l'Erythrée ainsi que des opinions des différents groupements raciaux, religieux et politiques des provinces du territoire et de l'aptitude de la population à se gouverner elle-même.
- b) Des intérêts de la paix et de la sécurité en Afrique orientale;
- c) Des droits et des revendications de l'Ethiopie motivés par des considérations géographiques, historiques, ethniques ou économiques, et tout spécialement du besoin légitime de l'Ethiopie d'avoir un accès suffisant à la mer.

Prenant en considération qu'il importe de faire en sorte que les communautés étrangères continuent à collaborer au développement économique de l'Erythrée:

Reconnaissant que le règlement du sort de l'Erythrée doit avoir pour base son étroite association politique et économique de celle-ci avec l'Ethiopie ; et Désirant que cette association assure intégralement aux habitants de l'Erythrée le respect et la sauvegarde de leurs institutions, de leurs traditions, de leurs religions et de leurs langues, ainsi que le maximum d'autonomie réalisable, tout en respectant la Constitution, les institutions, les traditions, ainsi que le statut international et l'identité de l'Empire d'Ethiopie.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Éthiopie.

Annexe 6 : Cartes Ethiopie-Erythrée

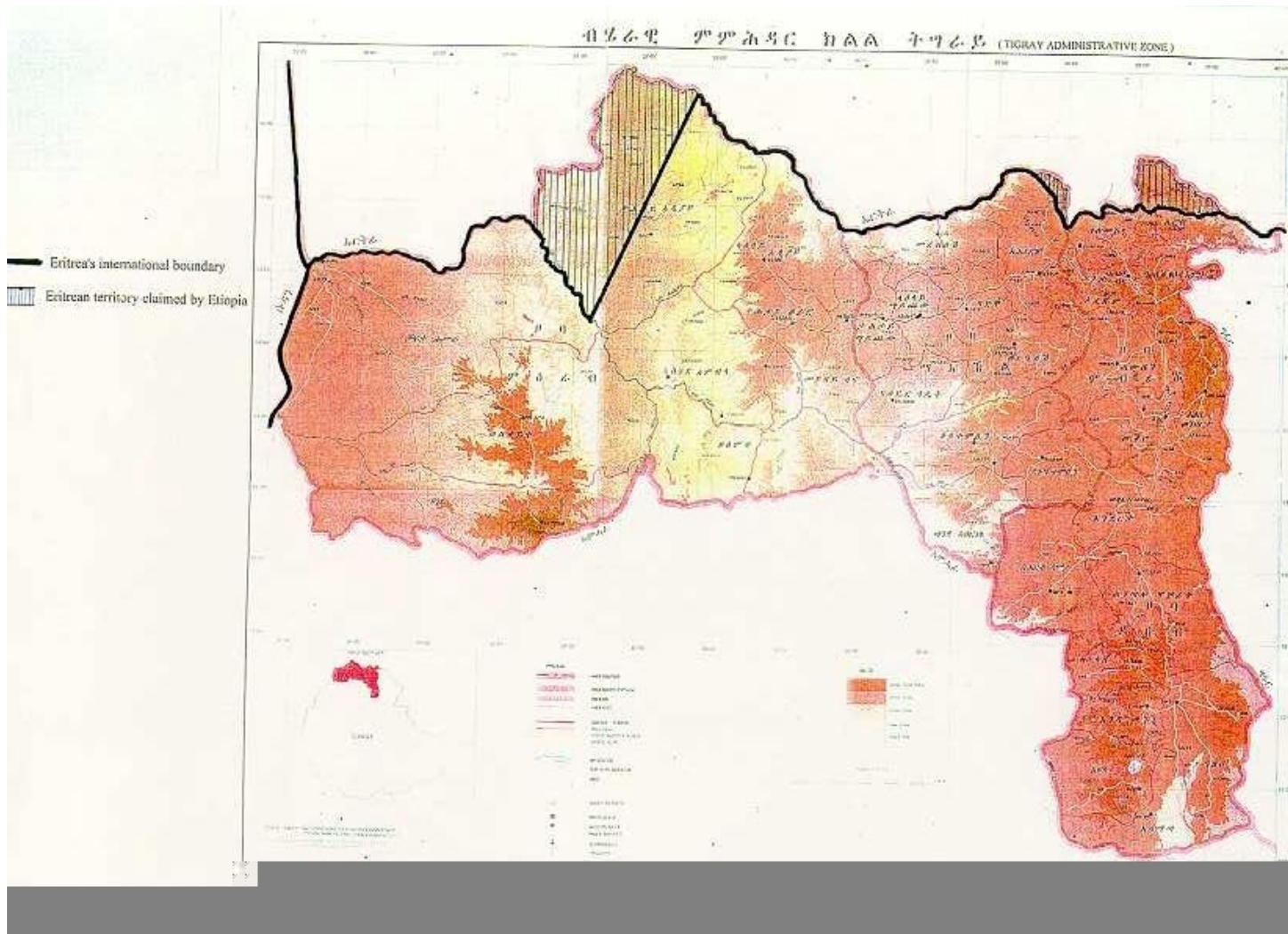


Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Annexe 7 : Cartes Tigré-Îles Hanish



Annexe 8 : Cartes des litiges frontaliers



Cette carte, créée juste après le traité tripartite entre l'Ethiopie, l'Italie et le Royaume-Uni, en mai 1902, intitulée « carte du Soudan », montre des détails importants concernant l'Erythrée, apparemment obtenus de sources italiennes.

Après avoir tracé en noire la frontière telle qu'elle apparaît sur les cartes modernes érythréennes, on y voit apparaître les zones revendiquées par l'Erythrée en Ethiopie, qui de toute évidence étaient reconnues comme partie intégrante de l'Ethiopie au début du vingtième siècle.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Annexe 9 : L'économie 2001 en chiffres de l'Erythrée

Taux de croissance : - 1% (estimation 2000)

L'économie par secteurs : Agriculture : 16%
 Industrie : 27%
 Services : 57% (estimation 2000)

Taux d'inflation : 14% (estimation 2000)

Répartition main d'œuvre : Agriculture : 80%
 Industrie et services : 20%

Ressources naturelles : Or, potasse, zinc, cuivre, sel, poisson, pétrole.

Budget : Revenus : 283,9 millions de dollars
 Dépenses : 351,6 millions de dollars

Industries : alimentaire, boissons, habits et textiles

Electricité : Production : 165 millions de kWh (1999)
 Consommation : 153,5 millions de kWh (1999)
 Source : Energie pétrolière

Agriculture : sorgho, lentilles, légumes, maïs, coton, tabac, café, volailles, chèvres, pêche

Exportations : Montant : 26 millions de dollars (1999)
 Composition : volailles, sorgho, textiles, nourriture et petite manufacture
 Partenaires : Soudan 27,2% ; Ethiopie 26,5% ; Japon 13,2% ; Emirats 7,3% ; Italie 5,3% (1998)

Importations : Montant : 560 millions de dollars (1999)
 Composition : machines, produits pétroliers, nourriture et produits manufacturés
 Partenaires : Italie 17,4% ; Emirats 16,2% ; Allemagne 5,7% ; Royaume Uni 4,5% ; Corée du Sud 4,4 % (1998)

Dettes extérieures : 281 millions de dollars (estimation 2000)

Aide économique : 77 millions de dollars (1999)

Taux de change : nafka pour un dollar US : 9,5 (janvier 2000)
 7,6 (janvier 1999)
 7,2 (estimation mars 1998)

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Annexe 10 : L'économie 2001 en chiffres de l'Ethiopie

Taux de croissance : 2% (estimation 2000)

L'économie par secteurs : Agriculture : 45%
 Industrie : 12%
 Services : 43% (estimation 1999)

Taux d'inflation : 5% (estimation 2000)

Répartition main d'œuvre : Agriculture et élevage: 80%
 Gouvernement et services : 12%
 Industrie et construction : 8% (1985)

Ressources naturelles : Petites réserves d'or, platine, cuivre, potasse.

Budget : Revenus : 1 milliard de dollars
 Dépenses : 1,48 milliards de dollars (1996/1997)

Industries : alimentaire, boissons, textiles, industrie chimique, métallurgie, ciment

Electricité : Production : 1,625 milliards de kWh (1999)
 Consommation : 1,511 milliards de kWh (1999)
 Source : Energie pétrolière 3,08%
 Energie hydraulique 96,92%

Agriculture : céréales, café, huile végétale, sucre de canne, pommes de terre, qhat, bétail, moutons, chèvres

Exportations : Montant : 460 millions de dollars (1999)
 Composition : café, or, produits du cuir, huile végétale, qhat
 Partenaires : Allemagne 16% ; Japon 13% ; Djibouti 10% ; Arabie Saoudite 7% (estimation 1999)

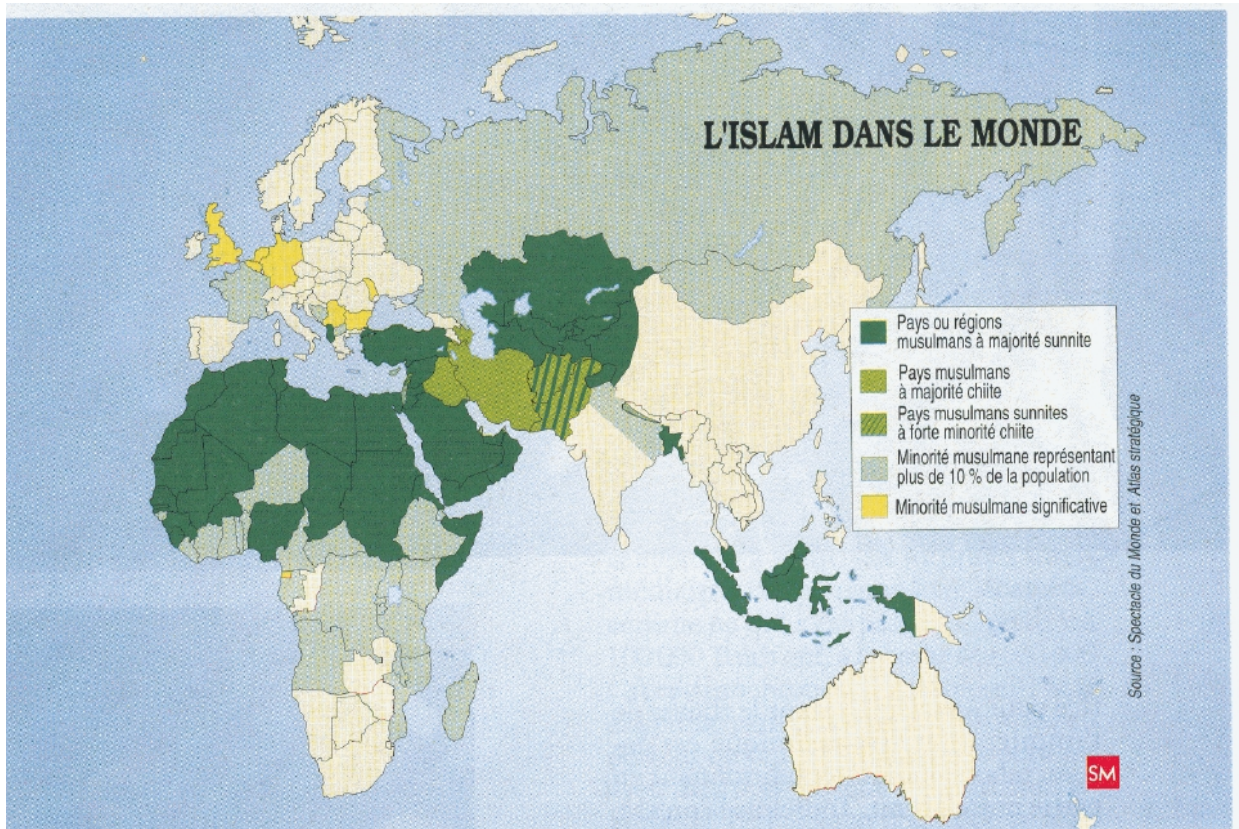
Importations : Montant : 1,25 milliards de dollars (1999)
 Composition : alimentaire et animaux vivants, pétrole et dérivés , produits chimiques, machines et automobiles
 Partenaires : Arabie Saoudite 28% ; Italie 10% ; Russie 7% ; Etats-Unis 6% (estimation 1999)

Dettes extérieures : 10 milliards de dollars (estimation 1999)

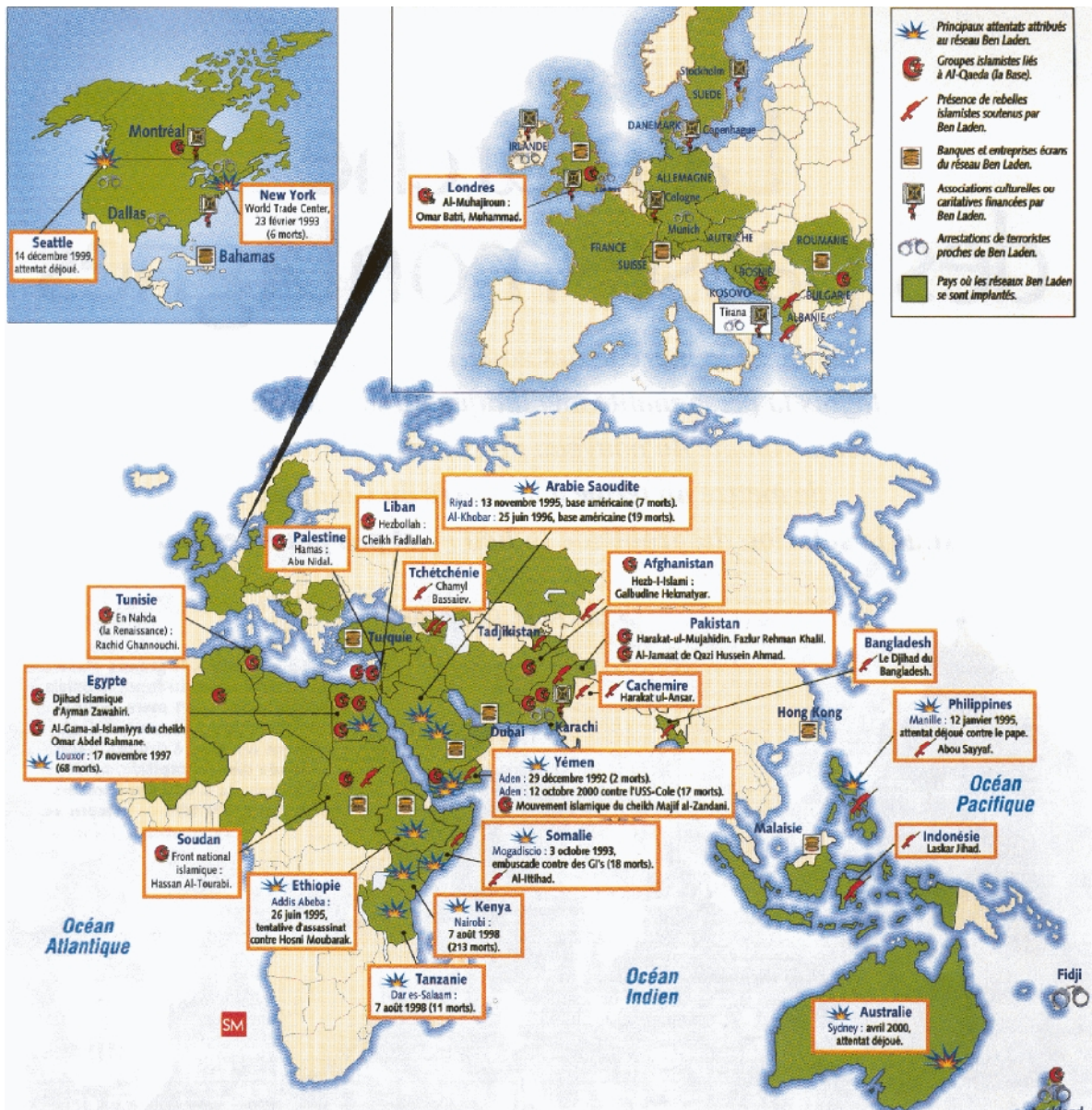
Aide économique : 367 millions de dollars (1995/1996)

Taux de change : birr pour un dollar US : 8,3140 (décembre 2000)
 8,1340 (1999)
 7,5030 (1998)
 6,8640 (1997)

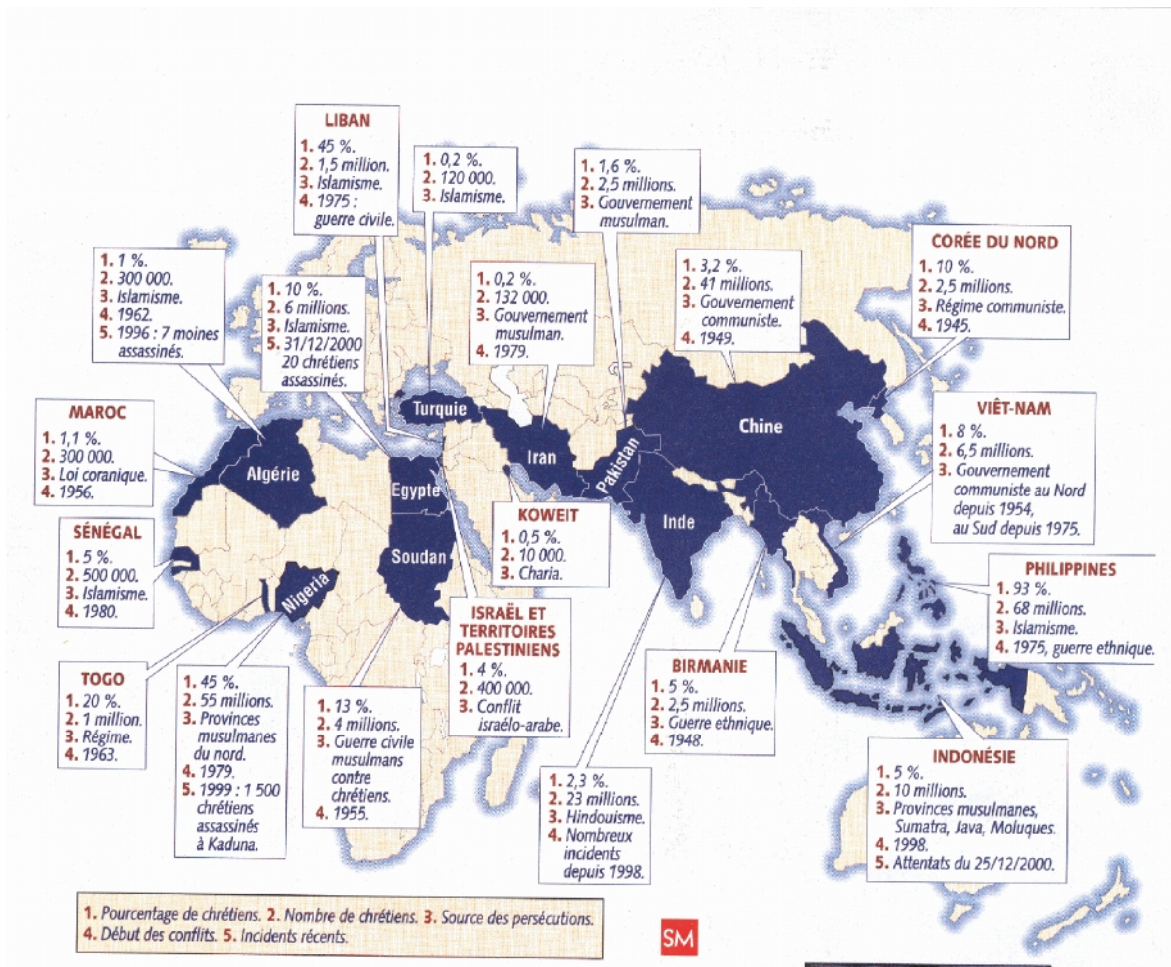
Annexe 11 : L'Islam dans le monde



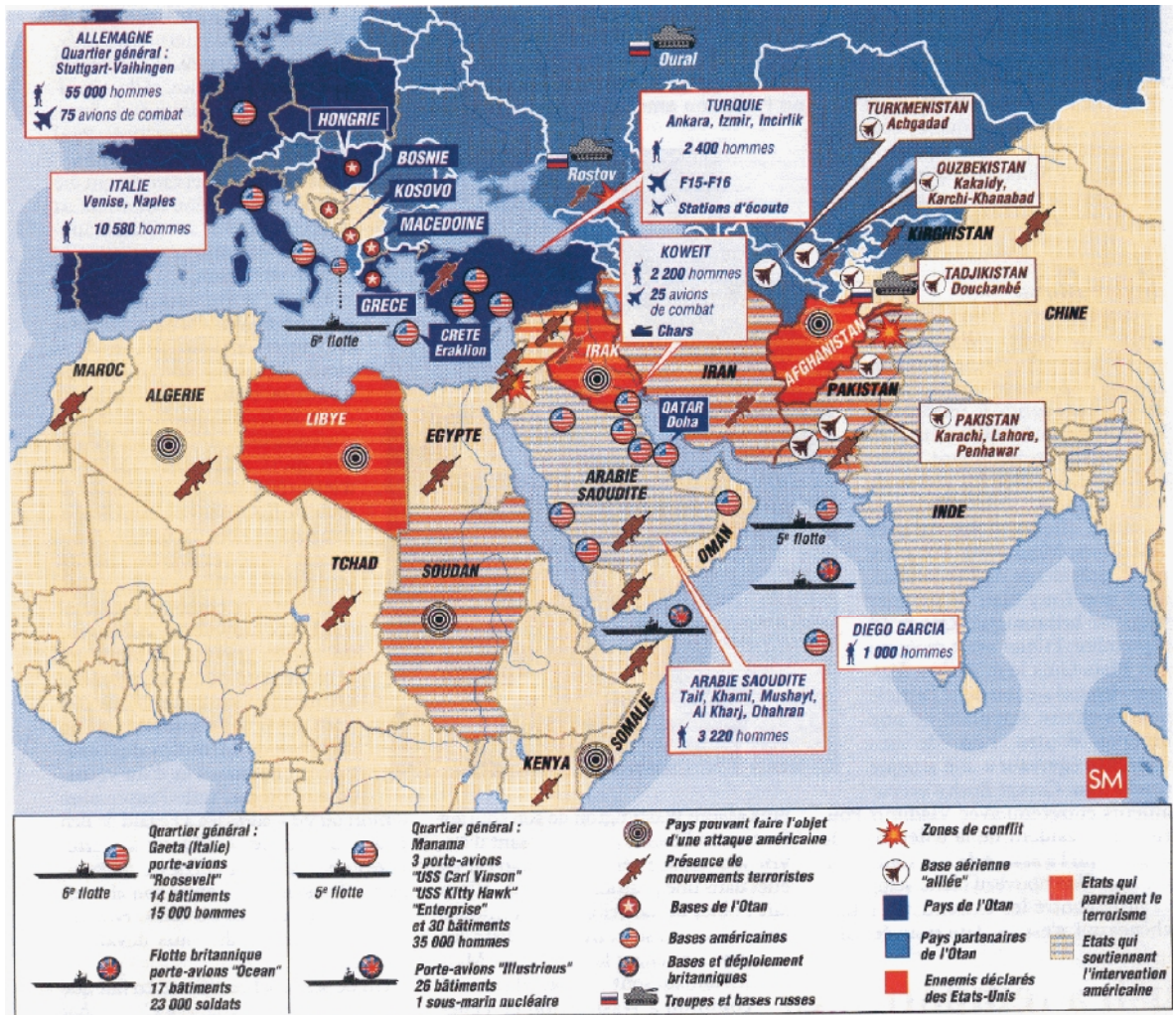
Annexe 12 : L'action des terroristes musulmans dans le monde



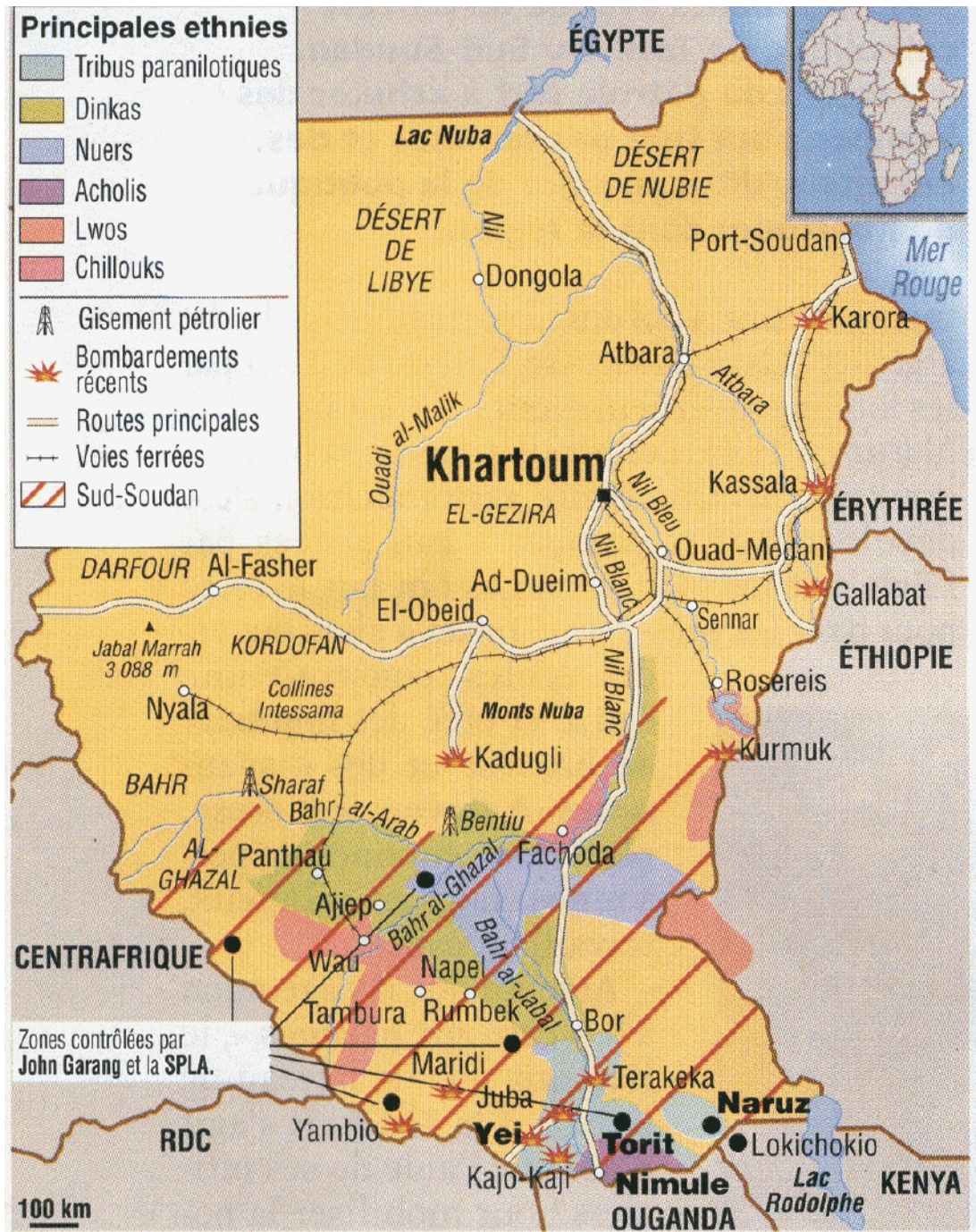
Annexe 13 : Persécutions des chrétiens dans le monde



Annexe 14 : Le déploiement américain face aux Etats terroristes



Annexe 15 : Sous les bombes de Khartoum



Bibliographie thématique.

1- Ouvrages généraux

- BONIFACE Pascal, « Dictionnaire des Relations Internationales », éditions HATIER, Paris ; avril 1996.
- MONTBRIAL Thierry, JACQUET Pierre « RAMSES 00 », éditions DUNOT, Paris ; septembre 1999.
- WARRAQ Ibn, « Pourquoi je ne suis pas musulman », éditions L'Age d'Homme, Mobiles Géopolitiques, Paris ; octobre 2001.

2- Ouvrages sur la Corne de l'Afrique

- GOURNAY lieutenant-colonel Patrick, « Le conflit inter-étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie », Mémoire présenté en avril 2001 au Collège Interarmées de Défense.

3- Articles tirés de la presse écrite

- CHAIGNEAU Pascal, « Afrique Sub-saharienne, les dures lois de l'afro-réalisme », CCE international, février 2001, n°490.
- CLAPHAM Christopher, « Guerre et construction de l'Etat dans la Corne de l'Afrique », Critique Internationale, n°9 octobre 2000.
- FOURRIERE Sylvain , « Erythrée – Ethiopie : un an de guerre », Afrique contemporaine, avril-juin 1999, n°190, éditions La documentation Française.
- GOLOVLEV Alain, « Assab, port sous influence », Courier International, n° 401, 09 juillet 2000.
- HENCE Paul, « La question érythréenne », Géopolitique Africaine, Paris, Hiver 2000/2001, n°1.
- KHEIR Elie, « Les enjeux de la Corne de l'Afrique », Le débat stratégique, n°39, 1er juillet 1998.
- LABROUSSE Henri, « La fin d'un conflit en mer Rouge », Défense Nationale, avril 2000.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

- LEMOINE Maurice, « Corne de l'Afrique en conflit », Le Monde diplomatique, juillet 2000.
- LEYMARIE Philippe, « Espoirs de renaissance, dérive d'un continent : ces guerres qui usent l'Afrique », Le Monde diplomatique, avril 1999.
- MONIER Claude, « Erythrée : naissance d'une nation », Défense Nationale, n°12, 1993.
- PENINO Jean-Louis, « Entre l'Ethiopie et l'Erythrée : aux origines du conflit », Le Monde diplomatique, juillet 1998.
- SADA Hugo, « Erythrée – Ethiopie : paix ou trêve ? », Défense nationale, n°8/9 août - septembre 2000.
- SELATE Ghäïma, « Enjeu et coût : une guerre dans la Corne de l'Afrique », Perspectives Stratégiques.
- SOLER Francis, « L'Ethiopie et l'Erythrée commencent à percevoir les dividendes de la paix », Le Monde économie, 05 février 2001.
- SYFIA Burundi, « Erythrée – Ethiopie : une lutte pour la suprématie industrielle. ».
- « *L'Ethiopie et l'Erythrée prêtes à redéployer leurs troupes* », Panafrican News Agency, Dakar, Sénégal, 8 février 2001.
- « *Addis-Abeba et Asmara acceptent la Zone Provisoire de Sécurité* », Panafrican News Agency, Addis-Abeba, Ethiopie, 7 février 2001.
- « La mission des Nations unies dévoile ses plans de redéploiement », Panafrican News Agency, Dakar, Sénégal, 31 janvier 2001.
- « *La mission des Nations unies dévoile ses plans de redéploiement* », Panafrican News Agency, Dakar, Sénégal, 31 janvier 2001.
- « Khartoum redevient un voisin « respectable » », The Economist, Londres, Courier International, n°451, 24 juin 1999.
- « *La Corne de l'Afrique en crise* », L'Afrique réelle n°23-24, printemps - été 1999.
- « *L'interminable guerre des tranchées* », Le Point, n°1445, 26 mai 2000.
- « *Les limites du plan de paix* », Le Point, n°1449, 23 juin 2000.

4- Documents officiels

- Agreement between the Government of the State of Eritrea and the Government of the Federal Democratic Republic of Ethiopia.

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

5- Sites Internet

- les Nouvelles D'Addis :
<http://www.lesnouvelles.org>
- Géopolitique :
<http://www.afriquepluriel.ch>
- Horn of Africa :
<http://www.allafrica.com>
- Cartographie :
<http://www.geoscopie.com>
- British Broadcasting Challenge :
<http://www.news.bbc.co.uk/hi/english/world/africa/>
- World Fact Book de la CIA :
<http://www.ocdi.gov/cia/publication/factbook/index.html>
- Le Monde :
<http://www.lemonde.fr>
- Courrier International :
<http://www.courrierinternational.com/numerous/>

6- Sources orales

- ◆ Monsieur François GUALME.
- ◆ Monsieur Pascal CHAIGNEAU.

7- Source cartographique

- « Le XXI^e siècle sera-t-il musulman ? », Le spectacle du monde, n°453, janvier 2000, p.49
- « Sous le signe de Ben Laden », Le spectacle du monde, n°467, avril 2001,
- « Sous les bombes de Khartoum », Le spectacle du monde, n°468, mai 2001, p.48
- « Le prix de la liberté », Le spectacle du monde, n°472, octobre 2001, p.47

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| FICHE DOCUMENTAIRE | 2 |
| SOMMAIRE | 3 |
| GLOSSAIRE | 4 |
| INTRODUCTION | 5 |
| 1^{ERE} PARTIE : COMMENT DEUX ETATS COUSINS EN SONT ARRIVES AU CONFLIT | |
| ARME | 6 |
| CHAPITRE 1 : CONSTRUCTION ARTIFICIELLE D'UN NOUVEL ETAT | 6 |
| I / Les avatars de l'Africa Orientale Italiana | 6 |
| II / Une lutte d'indépendance de trente ans..... | 7 |
| CHAPITRE 2 : BENITO MUSSOLINI A L'ORIGINE DES REVENDICATIONS TERRITORIALES ERYTHREENNES EN ETHIOPIE | 8 |
| I / Le fait colonial italien au cœur du problème..... | 9 |
| II / La revendication sur l'Ethiopie n'était pas la seule | 9 |
| III / La revendication sur l'Ethiopie | 10 |
| CHAPITRE 3 : UN ENGRENAGE MEURTRIER DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE | 10 |
| I / Raisons politiques..... | 11 |
| II / Raisons économiques..... | 12 |
| III / Remous diplomatiques..... | 13 |
| 2^{EME} PARTIE : UNE GUERRE INUTILE | 15 |
| CHAPITRE 1 : CONFLIT FRONTALIER INTER-ETATIQUE ENTRE COUSINS..... | 15 |
| I / Le raz de marée érythréen..... | 16 |
| II / L'enlèvement..... | 16 |
| III / La revanche éthiopienne et la paix..... | 18 |
| CHAPITRE 2 : CONFLIT ECONOMIQUE INTER-PROVINCES ENTRE FRERES | 21 |
| I / D'anciens frères d'armes..... | 21 |
| II / Une concurrence progressive..... | 22 |
| III / Fracture consommée | 23 |
| CHAPITRE 3 : UNE EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE TANGIBLE..... | 23 |
| I / 1998..... | 24 |
| II / 1999..... | 25 |
| III / 2000..... | 26 |
| 3^{EME} PARTIE : L'ETHIOPIE EN SORSIS | 28 |
| CHAPITRE 1 : PLACE RECIPROQUE DES DEUX ETATS EN TANT QUE PUISSANCE..... | 28 |
| I / Des litiges non réglés..... | 28 |
| II / Relations avec les Etats frontaliers | 29 |
| III / Relations avec les autres pays | 30 |
| CHAPITRE 2 : DES BILANS POLITICO - ECONOMIQUES CONTRASTES | 31 |
| I / En Erythrée | 31 |
| II / En Ethiopie | 32 |
| CHAPITRE 3 : LA MANŒUVRE ISLAMIQUE SOUS-JACENTE | 33 |
| I / Une mouvance islamique omniprésente..... | 33 |
| II / L'Ethiopie, cœur chrétien assiégé | 37 |
| III / La stratégie du grignotage : vers de prochaines sécessions | 39 |
| CONCLUSION | 42 |
| ANNEXE 1 : CARTE ALIMENTAIRE D'AFRIQUE | 43 |

Le conflit inter étatique entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

| | |
|--|----|
| ANNEXE 2 : LE CONTINENT AFRICAIN EN CHIFFRES..... | 44 |
| ANNEXE 3 : L' AIDE AMERICAINE | 45 |
| ANNEXE 4 : DEMOCRATISATION EN AFRIQUE..... | 46 |
| ANNEXE 5 : RESOLUTION 390 DES NATIONS-UNIES | 47 |
| ANNEXE 6 : CARTES ETHIOPIE-ERYTHREE..... | 48 |
| ANNEXE 7 : CARTES TIGRE-ÎLES HANISH | 49 |
| ANNEXE 8 : CARTES DES LITIGES FRONTALIERS | 50 |
| ANNEXE 9 : L'ECONOMIE 2001 EN CHIFFRES DE L'ERYTHREE..... | 51 |
| ANNEXE 10 : L'ECONOMIE 2001 EN CHIFFRES DE L'ETHIOPIE | 52 |
| ANNEXE 11 : L'ISLAM DANS LE MONDE..... | 53 |
| ANNEXE 12 : L' ACTION DES TERRORISTES MUSULMANS DANS LE MONDE..... | 54 |
| ANNEXE 13 : PERSECUTIONS DES CHRETIENS DANS LE MONDE | 55 |
| ANNEXE 14 : LE DEPLOIEMENT AMERICAIN FACE AUX ETATS TERRORISTES..... | 56 |
| ANNEXE 15 : SOUS LES BOMBES DE KHARTOUM..... | 57 |
| BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE. | 58 |
| 1- Ouvrages généraux | 58 |
| 2- Ouvrages sur la Corne de l'Afrique..... | 58 |
| 3- Articles tirés de la presse écrite..... | 58 |
| 4- Documents officiels..... | 59 |
| 5- Sites Internet..... | 60 |
| 6- Sources orales | 60 |
| 7- Source cartographique..... | 60 |
| TABLE DES MATIERES..... | 61 |